

# ***l'Anti*capitaliste**

n°535 | 17 septembre 2020 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)



**LES PROFITS AVANT TOUT**

**LE GOUVERNEMENT  
JOUÉ AVEC  
NOS VIES!**



## **Dossier**

**La croisade sécuritaire du  
gouvernement Macron-  
Castex-Darmanin**

Pages 6 et 7

## **ÉDITO**

**Interpellations, intimidations:  
on ne nous empêchera pas de  
manifester!** Page 2

## **PREMIER PLAN**

**Islamophobie: lamentables  
instrumentalisations du procès des  
attentats de janvier 2015** Page 3



## **ACTU INTERNATIONALE**

**États-Unis: Trump prêt à tout pour  
gagner l'élection malgré le Covid,  
les incendies et la crise** Page 4

## **LIBRE EXPRESSION**

**Belarus: une crise majeure  
aux dynamiques incertaines**  
Page 12



édito

Par JULIEN SALINGUE

## Interpellations, intimidations: on ne nous empêchera pas de manifester!

Selon la préfecture de police de Paris, ce sont pas moins de 256 personnes qui ont été interpellées lors de la manifestation des Gilets jaunes, parmi lesquelles 147 ont été placées en garde à vue. Si l'on en croit les chiffres de participation communiqués par cette même préfecture, la police aurait donc arrêté près de 10% des manifestantEs à Paris, la plupart au cours de «contrôles préventifs». Même scénario dans de nombreuses villes de France, de Toulouse à Montpellier en passant par Saint-Étienne, avec des dizaines d'autres interpellations et, par endroits, des comparutions immédiates qui ont pu se solder par des peines de prison ferme. À Paris, des camarades du NPA se sont retrouvés en garde à vue pendant 30 heures parce qu'ils avaient avec eux du matériel de protection, un geste barrière pourtant indispensable face aux violences des forces de police. Une jeune militante de LFI a quant à elle été condamnée à 135 euros d'amende pour... port d'autocollant, assimilé à une «participation à une manifestation interdite». Et ce ne sont que des exemples parmi tant d'autres, qui témoignent de la volonté maintenue du gouvernement de dissuader toutes celles et tous ceux qui entendent contester ses politiques. Évidemment, le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin a affirmé que les interpellations concernaient des «auteurs de trouble violents» et qu'elles avaient pour objectif de «maintenir l'ordre républicain», se posant en digne successeur de l'éborgneur Christophe Castaner, récompensé par les députés LREM par son élection à la tête du groupe parlementaire du parti présidentiel. Répétons-le: toutes ces arrestations, et a fortiori les arrestations «préventives», sont des atteintes au droit de manifester, reposant sur la désormais fameuse accusation de «groupement en vue de», qui permet d'arrêter et de condamner quelqu'unE pour un acte qu'il n'a pas commis mais qu'on le soupçonne d'avoir voulu commettre. Malgré ces interpellations-intimidations, nous le répétons: on ne nous empêchera pas de manifester. Ce sera le cas dès le 17 septembre, aux quatre coins du pays, et cela continuera dans les semaines qui suivent: face à ce gouvernement de casse démocratique sanitaire et sociale, il n'y a pas d'alternative!

## BIEN DIT

On risque d'avoir un appauvrissement culturel de la population française alors qu'il faudrait plutôt aller vers un enrichissement, avec une grande diversité de domaines d'enseignement, indispensable pour vivre dans une société de plus en plus cultivée.

STÉPHANE BONNERY (professeur en sciences de l'éducation), Bastamag, 1<sup>er</sup> septembre.

# À la Une

LES PROFITS AVANT TOUT

## Le gouvernement joue avec nos vies!

Vendredi 11 septembre, Jean Castex lançait un appel «solennel» au «sens des responsabilités de chacune et de chacun». Face à la reprise de l'épidémie de coronavirus, le gouvernement Macron ne lâche rien de sa stratégie morbide: maintenant que le masque est obligatoire presque partout, il est temps de retourner bosser comme avant, voire plus qu'avant; charge à chacune et chacun de se protéger, individuellement.

Les annonces pleuvent pour inciter les entreprises à remettre les salariéEs au travail. L'activité économique doit repartir, à n'importe quel prix...

### Au prix de la mise en danger des plus vulnérables

Un décret du 31 août a réduit de 11 à 4 les catégories de personnes vulnérables pouvant être placées en activité partielle pour éviter d'avoir à s'exposer au risque de transmission du virus. La solution n'était déjà pas terrible puisqu'elle engendrait une perte de rémunération. Cette maigre protection est désormais levée, notamment pour les personnes diabétiques de moins de 65 ans, les femmes enceintes de plus de trois mois ou encore les personnes obèses ou atteintes de maladies respiratoires chroniques ou ayant des antécédents cardiovasculaires! Et le Covid-19 ne sera automatiquement reconnu comme maladie professionnelle que pour les soignantEs et non-soignantEs ayant eu besoin d'un apport d'oxygène, les autres devront passer par un comité de deux médecins. Le gouvernement a décidé, sous la pression des employeurs, de réduire de 14 à 7 jours la durée d'isolement au prétexte d'un «constat d'échec» d'une quatorzaine insuffisamment respectée. Mais en l'absence d'un arrêt maladie dérogatoire, sans jour de carence et maintien à 100% de la rémunération, qui a les moyens de s'isoler réellement pendant 14 jours? Le gouvernement dénonce les comportements récalcitrants au lieu de donner à touTEs les moyens de protéger sa santé.

À grand renfort d'argent public L'argent qui pourrait servir à protéger les plus faibles, à avoir des tests et des laboratoires d'analyse en nombre suffisant pour dépister massivement et dans les temps, à proposer des

conditions d'isolement sans perte de salaire, va dans les poches des capitalistes. L'activité partielle, avec laquelle les salariéEs subissent des pertes importantes de salaires, n'étant payéEs qu'à 70% de leur taux horaire brut, continue d'être la clef de voûte de la politique gouvernementale d'aide aux entreprises. Celles-ci vont pouvoir signer des accords d'activité partielle de longue durée (APLD). Les robinets de l'argent public sont grand ouverts et les moyens de lutte contre la fraude à l'activité partielle sont loin d'être suffisants, avec à peine 2000 agentEs de l'inspection du travail, déjà très occupés sur de nombreux autres fronts. Tout ce qui peut aider les capitalistes à maintenir leurs profits tout en faisant payer la crise aux salariéEs est favorisé. Élisabeth Borne, ministre du Travail, déclarait le 10 septembre dans la presse: «On s'attend à de nouveaux PSE dans les prochaines semaines [...]. De mars à août, on en a comptabilisé 345 contre 231 sur la

même période en 2019, il faut donc continuer à proposer de nouveaux dispositifs de soutien: prêts garantis par l'État, fonds de solidarité, activité partielle.» Et la ministre de se réjouir de la signature d'APLD dans des entreprises comme Safran, constructeur d'avions de guerre.

### Toujours aux mêmes de faire des efforts

La mode est également aux «APC», ces accords de «performance collective» qui ont légalisé et étendu les possibilités de mettre en œuvre le chantage à l'emploi. Avec les APC, les salariéEs doivent accepter des baisses de salaire ou des obligations de mobilité sans contreparties réelles. Le gouvernement prétend qu'il s'agit de donnant-donnant mais, d'après une première étude menée en 2018, seulement 3% des accords prévoient des efforts de la part employeurs et seulement 10% avec des contreparties chiffrées en termes d'investissements ou de maintien d'emploi. Ces accords pourraient permettre de

L'EFFET COVID:  
MOINS DE TEMPS DE PAUSE ET  
ALLONGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL



ne pas avoir à légiférer en matière de temps de travail, si toutes les entreprises s'en saisissent pour augmenter la durée du travail.

Jean Castex a annoncé très clairement le 26 août, devant les grands patrons français, qu'il allait «prolonger, amplifier et pérenniser» les mesures exceptionnelles qui sont venues «simplifier la vie» des employeurs à la faveur de l'état d'urgence sanitaire, au détriment des salariéEs. Il se garde bien de préciser quelles dérogations instaurées en droit du travail il entend pérenniser. La machine est lancée et les annonces interviendront à l'automne.

### Des résistances à coordonner

Face à ce gouvernement qui donne tous les moyens au patronat, des résistances se dessinent. Dans certaines entreprises, les salariéEs refusent les accords de chantage à l'emploi, comme chez Dérichébourg Aeronautics services où FO avait signé une baisse très importante de rémunération et où près de 10% des salariéEs ont refusé l'accord. Dans d'autres entreprises, des grèves sont lancées pour dire «stop» à la dégradation des conditions de travail et aux pertes de rémunération liées à l'activité partielle. Chez ArcelorMittal Dunkerque, les salariéEs en grève ont refusé le blocage des salaires et le respect des pauses devenues impossibles à prendre à cause du sous-effectif occasionné par l'activité partielle. Les résistances restent encore isolées. Mais la journée du 17 septembre pourrait être un premier point d'appui pour une contre-offensive globale. Face à un gouvernement qui prend la responsabilité de nous mettre en danger pour sauvegarder les profits, à nous de prendre nos affaires en main, de nous regrouper, dans les grèves, dans les mobilisations et de décider d'un plan de bataille pour mettre le pays à l'arrêt!

COVID-19

## La faillite du pouvoir

Comme cela était malheureusement prévisible et prévu par certains, pendant l'été la circulation du virus s'est intensifiée.

Plus que les rassemblements en plein air, le non-respect de la distanciation physique (les masques ne suffisent pas) et des consignes sanitaires minimum dans certains cas (absence de distributeurs de gel dans les gares, les trains, sauf RATP) et les conditions de travail en entreprise sont en cause.

### La pandémie rebondit

La courbe des «positifs» en proportion des dépistages a commencé à croître, suivie par les entrées hospitalières, puis à dépasser les sorties et, logiquement pour qui veut bien connaître le décalage entre les différentes étapes du Covid, par une montée en réanimation, et un redémarrage des décès. Pour autant, et heureusement, recherche thérapeutique et amélioration de la prise en charge ont conduit à une réduction de la mortalité, par usage des corticoïdes type dexaméthasone notamment après les résultats de Recovery, des anticoagulants et des techniques de réanimation/ventilation (curarisation et entubages sont de moins en

moins nécessaires). Pour autant, nous n'avons toujours aucun traitement, même et y compris aux stades précoces, évitant les aggravations. La reprise générale de l'épidémie se fait selon les clusters, et de même qu'en mars le grand Est était à la peine et pas la Bretagne, ici c'est Marseille qui a fait les premiers gros titres. Même si le signalement mi-août de la reprise des réanimations à Lariboisière aurait dû faire plus qu'une brève sur Europe 1. Il n'y a aucune raison de se satisfaire de cette reprise en clusters et tenter de nier la réalité de la reprise et le risque de deuxième vague en octobre. Certains pays proches ou moyennement proches y sont déjà, tandis que les chiffres tant réels qu'officiels

au Brésil, aux USA et en Afrique à présent et surtout en Inde font frémir. D'autres pays (Chine, Vietnam, Nouvelle-Zélande), avec des degrés de démocratie variable, s'en sortent à présent très bien, d'autres avec des mesures moins drastiques mais relativement efficaces.

### Un système de santé au bord de la rupture

Ici, la reprise tombe sur un système de santé avec des soignantEs fatigués, et des soins et examens classiques dont le retard pose problème et qu'il faudra bien faire. Les MarseillaisES ont découvert ainsi avec surprise qu'ils et elles n'avaient que 70 lits «armés Covid» alimentés par les urgences et, pour quelques dizaines par l'IHU du Pr Raoult, qui donc transfère les cas «réanimation». Dépasser les 70 lits est possible mais posera problème.

# Un monde à changer

**VENTES DE RAFALE: UNE TRIPLE SALOPERIE.** Samedi 12 septembre, Kyriakos Mitsotakis, le Premier ministre grec, a annoncé son intention d'acquérir 18 Rafale français pour équiper son armée de l'air. Il a aussi affiché sa volonté de commander quatre frégates: une commande pour laquelle Naval Group (ex-arsenaux de la marine dans lesquels l'État français est toujours majoritaire) est sur les rangs.

Cette vente est une triple saloperie. Tout d'abord, elle intervient alors que la tension monte en Méditerranée entre la Grèce et la Turquie. Des deux côtés, les nationalismes se déchaînent et sont utilisés par les gouvernements face aux problèmes économiques et sociaux comme le dénoncent les anticapitalistes grecs et turcs, contrairement à la direction de Syriza et au PC. Certes, il n'est pas question de nier la responsabilité immédiate du régime turc mais alors qu'il serait urgent de calmer le jeu, Macron a choisi de s'engager totalement du côté de la Grèce pour vendre des armes et sans doute préserver les intérêts de Total dans la délimitation des eaux territoriales en Méditerranée (sous lesquelles se trouvent des gisements importants d'hydrocarbures). Macron se situe bien dans la continuité de Chirac qui, lors de la guerre Iran-Irak (1980-1988), choisit d'armer le régime irakien agresseur de Saddam Hussein (le bilan fut d'un million de morts).

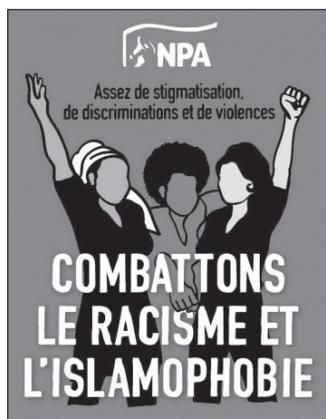
Cette livraison est une deuxième saloperie. Pendant des années et encore aujourd'hui, les dirigeants de l'Union européenne (UE) avec le soutien de la France ont imposé à la Grèce une politique de baisse des salaires et des retraites, de privatisation et de réduction de toutes les dépenses sociales et de service public. Pendant ce temps, la part des dépenses militaires grecques dans la richesse nationale s'est maintenue à un des niveaux les plus élevés parmi les pays de l'Otan. Et aujourd'hui, Macron pousse les Grecs à la dépense militaire alors que les autres crédits budgétaires demeurent sous la surveillance de l'UE.

Enfin, la troisième saloperie: depuis des années, les grands pays de l'UE laissent la Grèce gérer les migrants qui, du fait de sa position géographique, arrivent dans le pays. La situation dans les camps de réfugiés est devenue inhumaine. Que les Grecs se débrouillent avec quelques crédits et policiers européens! Par contre, dans le conflit actuel, Macron envoie des navires militaires français en Méditerranée orientale et se positionne pour des juteuses affaires! L'achat grec arrive en effet à point nommé pour les profits de Dassault (qui se préparait à faire un chantage à l'emploi pour l'usine de Mérignac et les sous-traitants). Le «monde d'après» demeure celui des marchands de canon et pas la moindre reconversion ne se dessine pour préserver l'emploi et engager les usines vers des productions réellement utiles.

## ISLAMOPHOBIE Lamentables instrumentalisations du procès des attentats de janvier 2015

Alors que se déroule le procès des tueries de Charlie hebdo et de la Porte de Vincennes, qui aurait dû s'accompagner d'une forte retenue, par respect pour la mémoire des victimes de cette tragédie, les charognards sont là.

C'est Richard Malka, l'avocat de Charlie hebdo, qui a ouvert les hostilités dès le mois d'août, dans une interview accordée au Point, où il dénonce toutes celles et ceux qui, à gauche et dans le mouvement antiraciste, ont critiqué Charlie hebdo et ses dérivés islamophobes (notamment sous l'impulsion du duo Val-Fourest), affirmant que «ce courant intellectuel a du sang sur les mains et sur les lèvres. C'est lui qui arme les terroristes.» Comprendre: ce sont en réalité Rokhaya Diallo, Edwy Plenel, Virginie Despentes<sup>1</sup> et quelques autres qui auraient «armé» les frères Kouachi et Amedy Coulibaly.



en réalité, puisqu'Edwy Plenel n'a jamais proféré cette accusation contre Charlie hebdo<sup>2</sup> et que sa dénonciation d'une campagne de «guerre aux musulmans» date en réalité d'octobre 2017.

### «Liberté d'expression»... à géométrie variable

D'autres, comme Xavier Gorce, dessinateur au Monde, n'ont pas hésité à dresser un parallèle, au nom de la défense de la «liberté d'expression», entre les morts de Charlie hebdo et Judith Weintraub, journaliste au Figaro auteure d'un tweet islamophobe faisant un lien entre le 11 septembre et une jeune femme voilée interviewée sur BFM-TV parce qu'elle propose... des recettes de cuisine bon marché aux étudiantEs. Une Judith Weintraub qui, ayant été menacée par un sombre crétin depuis un compte anonyme de Twitter, a reçu le soutien de Gérard Darmanin, Manuel Valls et d'autres, qui n'ont en revanche rien trouvé à redire à son islamophobie.

La défense de la liberté d'expression et la lutte contre l'antisémitisme méritent mieux que ces misérables raccourcis et ces procès en «complicité» venus de

cerveaux brillants qui semblent ne pas se rendre compte de l'absurdité qu'il y a à revendiquer la liberté d'expression pour Charlie hebdo tout en voulant imposer le silence à celles et ceux qui l'ont critiqué et le critiquent encore. Il y a quelque chose de particulièrement malsain, pour ne pas dire dégoûtant, à voir ainsi instrumentalisés les morts de Charlie et de l'Hyper-casher par des idéologues sans scrupule. Pour notre part, nous continuerons de défendre les droits des journalistes sans les opposer à celles et ceux qui les critiquent, et de combattre toute forme d'antisémitisme sans jamais mettre ce combat en contradiction avec la lutte contre l'islamophobie.

### Julien Salingue

1 - Nommément cités par Richard Malka.  
2 - Comme on pourra s'en convaincre en lisant ses propos exacts, tenus sur France Info: «La "une" de Charlie hebdo fait partie d'une campagne plus générale que l'actuelle direction de Charlie hebdo épouse... Monsieur Valls et d'autres, parmi lesquels ceux qui suivent Monsieur Valls, une gauche égarée, une gauche qui ne sait plus où elle est, alliée à une droite voire à une extrême droite identitaire, trouvent n'importe quel prétexte, n'importe quelle calomnie pour en revenir à leur obsession: la guerre aux musulmans, la diabolisation de tout ce qui concerne l'islam et les musulmans.»

### Amalgames et mensonges

Difficile de garder son calme face à de telles outrances, quand bien même elles viendraient d'un proche des victimes de la tuerie de Charlie hebdo. A fortiori lorsqu'elles ont servi à paver la voie à tous les racistes, réactionnaires et amalgameurs professionnels, qui s'en donnent à cœur joie depuis l'ouverture du procès. La rhétorique de la «complicité intellectuelle» a ainsi fait son grand retour, dont l'objectif

est d'établir un continuum entre, d'une part, militantEs et intellectuelEs antiracistes et, d'autre part, les assassins de Charlie et de l'Hyper-casher. Pour ce faire, certains ne s'interdisent aucun procédé lamentable, à l'image du journaliste Mohammed Sifaoui, expert auto-proclamé et invité récurrent des chaînes d'information en continu, qui a complaisamment relayé le mensonge selon lequel, avant les attentats, Edwy Plenel aurait accusé Charlie hebdo de «mener une guerre aux musulmans». Un double mensonge

Un gouvernement «responsable» aurait profité de la période estivale pour rouvrir des lits, recruter en formation accélérée des soignantEs et planifier une politique de dépistage. Que nenni! On a même vu des annonces de restructuration pour l'hiver. Et question dépistage, là où il aurait fallu prendre exemple sur le modèle coréen (dépistage des clusters, tests autour, isolement de courte durée, avec «cliniques PCR mobiles» et moyens en matériel et personnels), on a eu une pagaille totale avec surcharge grandissante des laboratoires privés, queues (excellent pour la distanciation et le mélange contaminés/non contaminés) et inondation des personnels et, déjà, des manques faute de stocks en réactifs PCR. Quel intérêt de dépister quatre jours après un résultat 5-6 jours après? Quel intérêt de dépister tout le monde?

Un dépistage rationnel aurait pu servir à limiter la circulation virale et aurait dû être accompagné de mesures financières pour les arrêts de travail en découlant. Les masques devraient évidemment être gratuits et renouvelables, si jetables, deux fois par jour. Quant à la gestion de la rentrée scolaire, un minimum de planification aurait permis de limiter bien plus les cas de contamination signalés. Mais, du côté du gouvernement, il s'agit de ne pas saboter la «relance» de la production/consommation et de restaurer les profits, bien plus que de conduire une politique de santé. La gestion de la deuxième vague est aussi chaotique que la première avec, d'ores et déjà, des pénuries dans les EHPAD et certains services pour certains matériaux. Un comble!  
**Gérard Chaouat**



## Le chiffre

# 130 000

C'est, selon des estimations citées par Bastamag dans un article publié le 14 septembre, le nombre de vacataires à l'université, pour 35 000 maîtres de conférence et 20 000 professeurs d'université. En d'autres termes, plus de 70% des enseignantEs d'université sont des vacataires...



## Agenda

**Judi 17 septembre, journée de grève et de mobilisation interprofessionnelle.**

**Samedi 19 septembre, manifestation contre l'apartheid israélien, Paris.** Ils roulent pour l'apartheid israélien, nous on pédale pour la Palestine! Manifestation à vélo, trottinette, à pied à 14 h à partir de la Fontaine des Innocents (Châtelet les Halles)

**19 septembre-17 octobre, marche nationale des sans-papiers.**

**Lundi 21 septembre, Non à la LPPR! Les facs et labos en lutte à l'Assemblée, Paris.** À 14 h, place Edouard-Herriot.

**25-26-27 septembre, week-end antiraciste de mobilisation pour la Marche des Solidarités, Paris 20<sup>e</sup>.**

Vendredi 25: déambulation dans le 20<sup>e</sup> (18 h 30); Samedi 26: débat (15 h 30) puis repas-concert (19 h 30) à La Flèche d'Or (102 bis, rue de Bagnolet); Dimanche 27: repas (13 h) et Assemblée de mobilisation (14 h)

À SUIVRE SUR  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## NO COMMENT

Nicolas Sarkozy n'est vraiment pas quelqu'un de raciste.

Un dirigeant des Républicains, Mediapart, 11 septembre 2020.

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction:**  
01 48 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion:**  
01 48 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration:**  
01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN:**  
2269-3696

**Commission paritaire:**  
0419 P 11508

**Société éditrice:**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.  
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage:**  
6 500 exemplaires

**Directeur de publication:**  
Julien Salingue

**Secrétaire de rédaction:**  
Julien Salingue

**Maquette:**  
Ambre Bragard

**Impression:**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél.: 01 48 70 42 22  
Fax: 01 48 59 23 28  
Mail: rotoiimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

ÉTATS-UNIS

MOYEN-ORIENT

## Renforcement du processus de normalisation d'Israël

Le 13 août, les Émirats arabes unis (EAU) et Israël ont conclu sous l'égide des États-Unis un accord de paix qui approfondit encore davantage le processus de normalisation de l'État d'apartheid, colonial et raciste.

Une délégation américano-israélienne, dirigée par le gendre du président Trump et conseiller à la Maison Blanche, Jared Kushner, s'est d'ailleurs envolée de l'aéroport de Tel Aviv pour celui d'Abu Dhabi début septembre, pour deux jours de discussions sur la sécurité, le commerce, la coopération scientifique, le tourisme et les procédures de visa pour les futurs voyageurs.

### Une première dans le Golfe

Les EAU sont le premier pays parmi les monarchies du Golfe à normaliser leurs relations avec Israël et le troisième pays arabe à le faire, après l'Égypte et la Jordanie. Cet accord ne constitue cependant pas une surprise, car les deux États entretiennent depuis des années des liens (de moins en moins) officieux. Israël a par exemple prêté main-forte au niveau des systèmes de surveillance émiratis. Les EAU étaient également le pays arabe le plus enthousiasmé par le dit « plan de paix » de Trump, surnommé « l'accord du siècle », malgré la désapprobation et le refus de la très grande majorité des Palestiniens. La Ligue des États arabes s'est distinguée par son absence de réaction et n'a pas condamné l'accord israélo-émirati. Bahreïn et l'Arabie saoudite ont accepté que les avions israéliens survolent leur territoire pour rejoindre les Émirats. Certaines monarchies du Golfe, comme l'Arabie saoudite, Bahreïn et Qatar entretiennent également des contacts avec Israël depuis les années 1990, par intérêt économique et sécuritaire, mais aussi, pour certains, du fait d'une hostilité commune à l'égard de la République islamique d'Iran et d'un refus d'une démocratisation de la région. Le Qatar a par exemple accueilli un bureau commercial israélien de 1996 à 2000 et ne cache pas ses contacts avec Israël.

### Bahreïn suit le mouvement

Le chef de la diplomatie US, Mike Pompeo, a tenté, à la suite de l'accord du 13 août, de convaincre d'autres pays de la région de suivre l'exemple émirati dans le cadre d'une tournée au Moyen-Orient qui l'a mené au Soudan, à Bahreïn et à Oman. Cet accord est en effet utilisé par le président Trump en vue de l'élection présidentielle pour démontrer ses succès en matière de politique étrangère. Pour le moment, et après un refus initial, seule la monarchie du Bahreïn a établi un accord similaire de normalisation avec l'État d'Israël, le 11 septembre 2020. Bahreïn avait déjà accueilli la conférence annonçant le volet économique du prétendu « deal du siècle » en juin 2019, et ne cachait pas depuis son soutien à cette initiative diplomatique, tandis qu'en mai 2018, les autorités du Bahreïn avaient affirmé le « droit d'Israël de se défendre », après des frappes israéliennes contre des positions iraniennes en Syrie.

Ce processus de normalisation est aussi un moyen de renforcer l'intégration économique de l'État d'Israël au sein du Moyen-Orient. Au cours des 20 dernières années, le ministère israélien des Affaires étrangères a affirmé avoir aidé plus de 500 compagnies israéliennes qui souhaitaient faire du commerce avec les pays du Golfe, ce qui a mené à des millions de dollars en contrats, mais toutes ces transactions se déroulaient dans le secret et avec certains obstacles. Maintenant que la voie est ouverte, Israël pourrait être intéressé par les ressources en hydrocarbures des Émirats tandis que ceux-ci seraient prêts à investir dans les secteurs du tourisme et des hautes technologies en Israël. Tout un symbole, Abou Dhabi a d'ailleurs abrogé une loi vieille de 48 ans sur le boycott d'Israël à la suite de l'accord.

Joseph Daher

# Trump prêt à tout pour gagner l'élection malgré le Covid, les incendies et la crise

Bob Woodward, le célèbre journaliste (dans les années 1970, il avait révélé le scandale du Watergate qui avait conduit à la démission du président Richard Nixon), vient de publier un livre intitulé « Rage », basé sur 12 heures d'entretiens avec Trump, qui a confirmé ce que beaucoup d'entre nous pensaient.

Trump a dit à Woodward que, dès le début, il savait que le virus était très contagieux et plus mortel que la grippe, et admis qu'il n'a pas dit la vérité au peuple américain parce qu'il ne voulait pas créer de panique. H. Holden Thorp, rédacteur en chef de la revue *Science*, a déclaré : « Alors qu'il minimisait le virus auprès du public, Trump n'était pas égaré ou mal informé : il a menti catégoriquement, à plusieurs reprises, sur des questions scientifiques au peuple américain. Ces mensonges ont démoralisé la communauté scientifique et coûté d'innombrables vies aux États-Unis. » Aujourd'hui, Trump continue de prétendre que le virus est sous contrôle, bien qu'environ 1200 personnes meurent chaque jour. Les États-Unis comptent désormais près de sept millions de cas confirmés et 200 000 décès du coronavirus.

### Incendies et fake news

Trump a également été ébloué par des informations selon lesquelles il a qualifié les soldats américains qui ont combattu dans diverses guerres de « crétins » et de « perdants ». Il a également traité les officiers supérieurs de l'armée américaine de « profiteurs de guerre » qui ont entraîné le pays dans des guerres inutiles. Plusieurs anciens chefs militaires ont critiqué



WIKIMEDIA COMMONS

Trump pour ces deux déclarations. De manière notable, les sondages montrent que le cœur des partisans de Trump – environ 40% des électeurs – n'ont été émus ni par sa gestion du coronavirus ni par ses remarques sur l'armée. Les électeurs indépendants, cependant, pourraient se détourner de Trump. Les incendies en Californie, en Oregon et à Washington, résultat des températures élevées et des vents puissants causés par le changement climatique, ont dévasté au cours des trois dernières semaines plus de deux millions d'hectares, une superficie presque égale à celle de la Sicile. Q-Anon, le groupe conspirationniste qui prétend que

« les pédophiles contrôlent l'État profond » en Amérique et qui soutient Trump, a imputé les incendies aux « pyromanes de Black Lives Matter et aux antifas ». Cette affirmation s'est rapidement répandue sur les réseaux sociaux, amenant certaines personnes à s'armer et à interférer avec les interventions d'urgence, de sorte que les services d'incendie et de police et le FBI ont dû réfuter les rumeurs malveillantes. Trump, qui nie le changement climatique et a interdit aux agences gouvernementales d'en discuter, a d'abord ignoré les incendies, bien qu'il prévoie maintenant un voyage en Californie où le gouverneur (qui est membre au Parti démocrate) Gavin

Newsome a attribué les incendies au changement climatique.

### Manœuvres électorales

Les Républicains font tout pour empêcher les Démocrates de gagner les élections, en adoptant des lois au niveau des États créant des règles qui, pour une raison ou une autre, retirent des électeurs noirs, pauvres ou étudiants des listes d'électeurs. Sous prétexte du déficit de la poste, Trump et le nouveau directeur général de la poste, Louis DeJoy, ont également veillé à la suppression des machines postales et de boîtes aux lettres au coin des rues, et ont réduit les heures de travail des postiers, le tout pour empêcher le vote par correspondance. Le jour du scrutin, comme cela s'est produit dans le passé, les Républicains utiliseront les appels automatisés, les médias sociaux et les tracts pour diffuser de la désinformation et semer la confusion chez les électeurs.

Il y a d'autres candidats que Trump et Biden. Trump et les Républicains soutiennent la campagne présidentielle du chanteur de rap noir Kanye West, en espérant qu'il enlèvera des votes noirs à Biden. Howie Hawkins, socialiste et candidat du Parti vert, reste marginal dans une élection où voter pour lui pourrait favoriser la réélection de Trump. Les Socialistes démocrates d'Amérique (DSA) et le reste de la gauche s'opposent à Trump, mais restent divisés sur l'élection entre ceux, la majorité, qui voteront pour Biden, ceux qui voteront pour Hawkins et ceux enfin qui n'iront pas voter.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

## GRÈCE Après l'incendie du camp de Moria, au côté des réfugiés !

Qui a mis le feu au camp de réfugiés de Moria ? Le gouvernement réactionnaire de Mitsotakis répond par un beau mensonge, en faisant croire que ce sont des réfugiés qui refusaient les « contrôles sanitaires ».

En fait, ce que refusaient les personnes détectées comme infectées par le coronavirus et leurs contacts, c'était d'être isolés non pas dans une clinique, comme on l'a lu, mais dans un baraquement encore plus insalubre que le reste du camp, et sans équipement sanitaire. Alors, ensuite, que ce soit peut-être les tirs de la police qui soient à l'origine du feu, comme l'écrit *Prin* (journal de NAR, principal groupe anticapitaliste) ou que ce soit clairement une révolte des damnés de la terre, comme l'écrit le militant révolutionnaire Panos Kosmas dans le quotidien *Efimerida ton Syntakton*, peu importe sur le fond, car toutes les associations humanitaires dénonçaient depuis des années le risque évident de catastrophe : les seuls responsables du drame, ce sont le gouvernement



TVXS

grec et l'Union européenne, qui ont cyniquement surpeuplé un camp prévu pour 3 000 personnes et qui en recevait ces derniers temps 12 000. Et c'est toute l'odieuse politique grecque et européenne par rapport aux réfugiés qui est plus que jamais en cause !

### Fuite en avant raciste

Depuis plus d'un an au pouvoir, la mal nommée Nouvelle Démocratie fait de la répression contre les réfugiés un axe majeur de sa politique : évacuation de nombreux squats hébergeant souvent des immigrés, expulsion de réfugiés dotés du droit d'asile de logements provisoires en les jetant à la rue, et les chassant ensuite de places où ils tentent de s'abriter (place Viktoria

à Athènes). Et la seule réponse du ministre des Politiques migratoires, Mitarakis, reste de construire des camps fermés, refusant le transfert massif des réfugiés vers le continent.

Et du côté de l'UE, si on « gronde » Mitarakis qui ose être fier de son sale boulot, le bilan (en 2020 seulement 533 réfugiés ont été installés en Europe à partir de la Grèce !) et les propositions sont misérables : financer le transfert de 400 jeunes de Moria vers le continent grec, et accepter un éventuel accueil au compte-gouttes – 100 à 150 réfugiés pour la France ! Le dogme de l'Europe forteresse sera-t-il remis en question fin septembre (réunion des instances) ? On ne peut qu'en douter...

### Pour une mobilisation anti-raciste puissante et durable !

L'une des raisons de l'urgence, c'est que le drame humain supplémentaire pour les réfugiés donne lieu à un nauséabond déferlement de haine et de violences. La première réponse de Mitsotakis à la catastrophe a été l'envoi de renforts policiers et de canons à eau pour empêcher que les réfugiés aillent « contaminer » les habitants de l'île de Lesbos (bien plus de cas de virus que chez les réfugiés). Aux réfugiés qui revendiquent leur transfert sur le continent, la réponse a été les lacrymos, mais aussi l'apparition de commandos fascistes qui s'en prennent également aux solidaires, en toute impunité... Plus généralement, la presse de droite entretient une campagne de haine complotiste : « L'émeute des islamistes à Moria est une autre tentative du MIT (service secret turc) de déstabiliser la Grèce en créant un front intérieur » (journal *Dimokratia*), voilà le discours de la presse y compris « classique » de la droite, porté aussi sur place par des représentants de l'État, comme le président de région Moutzouris... Face à cela la solidarité s'organise, sur place et dans le pays. Vendredi soir, des milliers de personnes ont manifesté à Athènes en exigeant l'ouverture des frontières pour les réfugiés, et d'autres initiatives sont en cours. Mais il y a urgence à développer dans toute l'Europe une solidarité antiraciste qui brise la politique des murs : les mobilisations en Allemagne ou l'appel international (<http://chnq.it/FwXvr7vR>) montrent la voie !

À Athènes, A. Sartzekis

BIÉLORUSSIE

# Les masses ébranlent la dictature

Pour le sixième dimanche consécutif, le 13 septembre, une multitude compacte a investi les rues et les places. N'acceptant pas le maintien du régime, ces foules restent à l'initiative, et à Minsk les cortèges menacent avec persévérance la résidence de l'autocrate. Tous azimuts et suffisamment réfléchi pour cibler des figures de comités de grève ou de l'opposition libérale, la répression à laquelle le pouvoir russe a promis assistance rend la situation mouvante sur les lieux de travail sans mettre fin à la partie.

**Le bas et le haut**

Tout est parti d'un résultat truqué. Plutôt d'une campagne électorale que Loukachenko, au pouvoir depuis plus de 25 ans, pensait gagnée d'avance grâce à sa prétendue popularité et surtout à son système répressif brutal. Or, depuis 15 ans, les contestations n'ont pas manqué : 2006, 2010 ou 2017 et, en 2020, il a de toute évidence perdu les élections le 9 août. Svetlana Tsikhanovskaïa, seule candidate d'opposition tolérée, a, dans ses meetings comme dans les urnes, largement aggloméré les colères accumulées. Les politiques anti-ouvrières de ces dernières années et la dégradation de la situation économique n'ont pas contribué à l'estime d'un régime encore discrédité par sa gestion du coronavirus. Particulièrement via Telegram, des échanges par en bas se sont multipliés et de là sont parties les protestations à l'annonce des résultats électoraux. Après plusieurs semaines, elles semblent dépasser l'opposition « officielle » et constituée dont les figures ont été emprisonnées et/ou sont parties à l'étranger<sup>1</sup>. Difficile de penser que

Depuis plus d'un mois, dans les rues et les usines de la plupart des villes du pays, par centaines de milliers, des Biélorusses s'opposent au dictateur Loukachenko.



la semaine dernière à Varsovie, au côté du Premier ministre polonais ultra-conservateur pour ne pas dire d'extrême droite Morawiecki, Tsikhanovskaïa n'ait pas voulu afficher une certaine image de l'opposition à Loukachenko, lui-même en visite chez Poutine cette semaine. Sur le fond, elle partage avec Loukachenko, comme avec l'essentiel des grandes puissances qui louchent sur la Biélorussie, un programme visant à « stimuler la concurrence »<sup>2</sup>, à transformer les rêves de développement en cauchemars d'inégalités.

**Une soif de démocratie à laquelle les masses populaires peuvent donner chair**

Des ouvrierEs en grève, de Minsk et de province, aux musicienEs du Philharmonique, la contestation rassemble de multiples segments de la société. Depuis deux semaines, elle touche même de nouveaux

secteurs comme le monde étudiant s'organisant dans les universités et à partir d'elles. Comme dans d'autres pays ayant connu des explosions politiques ces dernières années, les revendications démocratiques et l'espoir d'une amélioration économique et sociale se cristallisent pour le moment dans le rejet d'un dictateur honni. Et dans des figures politiques qui apparaissent comme courageuses mais bien peu loquaces – et pour cause ! – sur leur programme pour les classes populaires. Reste la mobilisation qui les talonne comme elle talonne Loukachenko. Quelles formes d'organisation existent derrière ces immenses et croissantes manifestations du dimanche ? Des réseaux sociaux tout particulièrement – la presse étant bâillonnée voire persécutée – témoignent par bribes de manifestations de femmes, de rassemblements et initiatives d'étudiantes, de grèves et actions sur les lieux de travail. De toute évidence

et sans ignorer ses spécificités, le mouvement en cours se rattache aux soulèvements populaires qui ont marqué l'actualité sur tous les continents ces dernières années. Les grèves ouvrières ont été décisives dès la mi-août. Mis à part le secteur (privé) des hautes technologies, toutes les plus grandes entreprises du pays ont été touchées. Si 90 % des salariéEs de Biélorussie sont sous la menace de licenciements express, cela ne les a pas empêchés de surgir avec leurs revendications politiques. Les grèves semblent aujourd'hui moins massives, ramenées à des mouvements minoritaires et autres formes de mutineries sur les lieux de travail. Mais cette intervention ouvrière spontanée contre la répression et le régime s'est accompagnée de formes d'organisation, assemblées, comités de grève à l'appel de syndicats indépendants, autant que les sources rares nous permettent d'en juger. Cette action politique ouvrière continue de marquer fortement ce mouvement et pourrait lui tracer d'autres perspectives que celles d'une opposition bourgeoise très nationale pour ne pas dire nationaliste.

**Chris Miclos**

1 – Parmi le « conseil de coordination » de sept membres réunis autour Tsikhanovskaïa et des deux autres « leaders » de la campagne électorale, il ne reste plus aujourd'hui dans le pays que Svetlana Alexeïevitch, prix Nobel de littérature en 2015 et elle-même menacée.  
2 – <https://www.jacobinmag.com/2020/08/belarus-election-lukashenko>  
3 – <https://aplutsoc.org/2020/09/05/le-point-sur-la-situation-en-belarus-a-partir-dun-reportage-sur-le-comite-de- greve-de-belaruskali/>

CORONAVIRUS

# Les bulles belges

En Belgique, à partir des premières phases de déconfinement, le gouvernement et le Conseil national de sécurité ont introduit le concept de la « bulle familiale ». Celle-ci s'est soit rétrécie, soit élargie au fil des rebonds ou reculs de la pandémie.

La « bulle » c'est le noyau familial habitant sous le même toit, auquel s'ajoutent d'autres contacts rapprochés au sein de la « bulle élargie », toujours les mêmes, pendant une période donnée. Cette « extension » de la bulle familiale a été fixée à cinq personnes dans un premier temps, portée à dix dans un deuxième et ramenée à cinq dans un troisième. Vous suivez ?

**Innombrables interrogations**

Pour la plupart des gens, ces définitions ont provoqué d'innombrables interrogations : comment interpréter ces règles pour les familles recomposées, les gardes alternées, les amis inclus dans d'autres bulles, la notion de « fête privée » – un barbecue au jardin = 10 personnes maximum, enfants compris, avec distanciation sociale – tout cela faisait l'objet de suppositions à n'en plus finir. Les experts eux-mêmes n'étaient pas tous sur la même longueur d'onde. L'un, le virologue Marc Van Ranst, estime que les mesures de restriction à cinq constituent la dernière chance d'éviter un re-confinement généralisé. Yves Coppieters, épidémiologiste et professeur à l'École de Santé publique (ULB), très présent sur les plateaux télé, ne partage pas cet avis « car on ne connaît pas du tout l'efficacité de cette limitation de la bulle à cinq personnes. Surtout, on ne sait pas si la population va adhérer à cette règle. Je vous rappelle que la bulle de 15 par semaine était déjà dure à respecter pour certains. Ici on parle de cinq personnes par foyer pour quatre semaines, c'est donc beaucoup plus long. Est-ce que l'adhésion de la population sera suffisante, je n'en suis pas sûr. »

**Travail, famille, patrie ?**

Cette bulle a sans doute permis au gouvernement de détourner l'attention de sa gestion calamiteuse de la crise sanitaire et de la catastrophe que représentent les plus de 10 000 décès, dont plus de 60 % dans les Maisons de retraite et de soins. Toutes ces mesures confuses ont déplacé la responsabilité de la propagation du virus sur les citoyenEs et les familles. Dans le même temps, on a repris au pas de charge l'activité économique, en commençant par les secteurs industriels et de la grande distribution sans réels contrôles sur l'application des protocoles sanitaires négociés dans les secteurs et les entreprises. Depuis la rentrée, les chiffres de contaminations sont repartis à la hausse en Belgique. Selon l'Agence flamande des soins et santé, l'analyse des contacts et des sources de contamination montre qu'il y a un lien direct entre ces chiffres à la hausse, la rentrée scolaire et le redémarrage des entreprises après les grandes vacances. Depuis le début de la pandémie, les gouvernements, le Conseil national de sécurité et le patronat ont délibérément sous-estimé le risque de contamination sur les lieux de travail, dont il est pourtant aujourd'hui prouvé qu'ils sont un des vecteurs du virus. Pour eux, la production a priorité sur la santé des travailleurEs. L'administrateur-délégué de la FEB (Fédération des entreprises de Belgique, l'équivalent du Medef) n'a pas hésité à déclarer que « l'endroit où vous travaillez est peut-être le lieu le plus sûr pour ne pas être contaminé ». « Concernant les activités professionnelles, le télétravail, lorsqu'il est possible, reste à privilégier » déclarait la Première ministre lors des dernières annonces de mesures, ce dont se réjouissent aussi les entreprises qui ont constaté une nette augmentation de la productivité parmi ceux qui ont télétravaillé au cours de la période de confinement. Et encore une fois c'est un déplacement des responsabilités des travailleurEs vers le cadre familial – particulièrement pour les femmes.

FM

# ITALIE Le pays des merveilles (sans Alice)

Il est difficile, en trois coups de crayon, de décrire la situation de l'Italie dans cette période de transition vers l'après-Covid, surtout parce que le virus – comme dans le reste de la planète – est toujours là. Et ça reste le problème principal, lourd de conséquences.

Après les mesures exceptionnelles de mars-juin, l'époque des morts et du lockdown, on se retrouve aujourd'hui dans un moment étrange, dominé par les messages mainstream de tranquillité, paradoxalement contraires à la sensation d'alarme que répandent l'augmentation croissante des contaminations et surtout l'évidence que les quelques mois écoulés n'ont pas servi à renforcer les secteurs les plus faibles du système : la santé et l'éducation.



WIKIMEDIA COMMONS

**Une « reprise » à grand risque**

La santé publique, malgré la rhétorique sur les « héros », continue sa chute vertigineuse vers la privatisation et l'effondrement. En fait, aucune nouvelle embauche de médecins ou de personnel de santé n'a été garantie malgré les alarmes sur la reprise de la pandémie à l'automne. Dans le secteur de l'éducation, c'est encore pire : alors qu'on rouvre les écoles et les universités, l'incurie gouvernementale règne. Le gouvernement s'est refusé à régulariser les dizaines de milliers de précaires qui avaient déjà trois ans d'enseignement et,

plus généralement, les travailleurEs précaires de l'école (qui sont des centaines de milliers et qui représentent environ 20 % du personnel) ont vu leur situation empirer ; rien n'a été fait pour développer les structures scolaires et l'argent alloué à la sécurité a surtout été gaspillé. La « reprise » de l'automne s'annonce donc comme totalement à risque ; risque accepté avec désinvolture et cynisme par la classe dirigeante. La dépendance du gouvernement envers les décisions et l'idéologie ultra-libérale de la Confindustria<sup>1</sup>, déjà évidente pendant les semaines les plus chaudes du coronavirus, atteint des niveaux

préoccupants. Dans tout le pays, la précarité et l'incertitude face à l'avenir augmentent rapidement. La consommation des ménages est en forte baisse (9 %) et le PIB national a chuté à peu près du même pourcentage. Et la fin de l'interdiction des licenciements, décrétée en mars, est prévue entre novembre et décembre. C'est-à-dire que les entreprises pourront licencier sans trop de problèmes les employéEs qui jusqu'à présent avaient touché le chômage technique. Cela peut entraîner un désastre social énorme, d'autant plus que ce sont 500 000 postes de travail qui ont été malgré tout perdus ces derniers mois.

**La politique suit son cours**

La politique, cependant, suit son cours sans trop de remous. Des élections locales auront lieu dans certaines régions le week-end des 20 et 21 septembre, constituant de fait un test pour la stabilité gouvernementale. Il est fort possible que la droite et l'extrême droite regroupent les nombreux mécontents des politiques de ces derniers mois. L'un des faits significatifs de ces élections c'est que, malheureusement, la gauche de classe se présente encore une fois divisée, sans pouvoir mettre sur pied une proposition unitaire au plan national. Il n'y a qu'en Toscane qu'elle présente – après des tractations épuisantes – une liste unitaire ; dans les autres régions, on assiste à de nombreuses divisions. Et ceci au moment où le caractère dramatique de la situation demanderait au moins une réflexion commune sur quelques points d'accord à peu près évidents. La campagne en défense de la Santé publique lancée par quelques-unes des organisations de la gauche (dont Rifondazione, Potere al Popolo et Sinistra anticapitalista) est un élément positif, mais elle n'a pas réussi, du moins jusqu'à présent, à changer ces dynamiques.

**Fabrizio Dogliotti, traduction Bernard Chamayou**

1 – Medef italien.

## EN MARCHÉ VERS L'ÉTAT AUTORITAIRE

En ce temps de déconfinement prudent, Macron et son gouvernement visent sans surprise à retrouver rapidement leur monde d'avant, en particulier par l'injection massive d'argent public dans le redémarrage de l'économie, contribuant ainsi au maintien de profits juteux pour les patrons. Sans réponse pour tous les autres, licenciés massivement et de plus en plus paupérisés. Mais retrouver leur monde d'avant, c'est aussi renforcer ce qu'ils appellent l'ordre républicain. De vieilles recettes sécuritaires, amplifiées dans le cadre de la crise sanitaire.

Le gouvernement refuse de mettre les moyens humains et matériels dans la santé publique pour faire face aux besoins. En corollaire, il fait appel à la « responsabilité individuelle » de chacun, qui devient seul comptable de sa santé et de celle des autres. En instillant la peur, par l'impossibilité à se faire tester vite, par la publication en boucle de chiffres de la maladie, et aussi de ceux de la délinquance (!), par les consignes parfois contradictoires et les interdictions multiples. Les manquements à la protection sanitaire individuelle sont rudement sanctionnés : 135 euros à la première absence de masque obligatoire dans certains espaces, peine de prison avec sursis à la quatrième. Mais les plus harcelés restent toujours les habitants des quartiers populaires soumis au quadrillage policier. Le gouvernement développe consciemment un climat délétère d'insécurité sociale fait de défiance, de division, de casse des liens sociaux et de la solidarité. Arguant de la nécessaire protection sanitaire, il tente de nous habituer à toujours plus de contrôle sur nos libertés, d'intrusion dans nos vies et, finalement, à une gestion sécuritaire pérenne de la société.

### La répression, des mots et des actes

Pour Darmanin, coup de menton à l'appui, il s'agit d'imposer son hyper-présence sur l'ensemble du territoire pour « réaffirmer l'autorité de l'État » et « remettre du bleu dans la rue [car] ça rassure les honnêtes gens ». Comme à Calais, où les associations militantes ont maintenant l'interdiction de servir des repas aux migrants alors que 30 policiers viennent d'être envoyés sur place pour soutenir la nouvelle compagnie de CRS arrivée cet été ! Ou bien c'est au nom de « l'honneur de la république bafoué » que six jeunes de la banlieue grenobloise sont mis en garde à vue et soumis à un contrôle judiciaire strict alors qu'ils voulaient simplement sauver de la destruction des jardins ouvriers condamnés par la construction d'un énième bâtiment... Des syndicalistes, des jeunes, des Gilets jaunes, des fonctionnaires accomplissant leur travail, sont eux et elles arrêtés, menacés de poursuites, voire condamnés.

### Du nouveau dans le maintien de l'ordre ?

Les syndicats de policiers sont satisfaits, ils estiment avoir « enfin » été entendus. En effet, au mépris des nombreux avis

négatifs du Défenseur des droits et de la CEDH, les armes utilisées dans les guerres seront toujours autorisées dans le maintien de l'ordre en France. Comme les LBD ou les grenades de désencerclement, qui seront néanmoins remplacées par un nouveau modèle « réputé moins dangereux », parole de Darmanin ! Le floutage des visages des policiers, exigé depuis longtemps par leurs syndicats, pourrait devenir obligatoire dans tous les visionnages d'après-manif. « Contreparties » : les appels de la police à dissolution de manif devront être plus audibles, la durée des passages pourra être réduite, et les autorités policières devront essayer de mettre en place des structures de dialogue avec des manifestants (un comble !). Le message est clair : dissuasion et répression de la contestation de rue et soutien inconditionnel aux policiers. Ou comment tout faire pour mater, si elles n'ont pu être bloquées avant par les nombreuses restrictions administratives, les vagues de colère sociale avant 2022.

### Un grand pas vers un néocolonialisme décomplexé

Après l'agitation autour des listes « communautaires » aux municipales, « l'ensauvagement » de certains territoires et la nécessité d'éviter la « guerre civile », Macron est allé commémorer les 150 ans de la proclamation de la 3<sup>e</sup> République. Celle de la sanglante répression de la Commune, celle aussi de l'extension et de l'approfondissement de la colonisation. C'est ce moment qu'il a choisi pour annoncer un projet de loi contre le « séparatisme », « islamiste » essentiellement, qui sera en débat cet automne. De quoi renforcer encore un peu plus la stigmatisation des musulmans et les discriminations, et tenter de détourner l'attention du développement inédit de la pauvreté et des inégalités, des plans de licenciement massifs, de la casse de tous nos biens communs, de l'augmentation des violences contre les femmes et les enfants, de leur mise en œuvre d'une transition énergétique capitaliste... Et de nos luttes !

En développant une ligne politique forte autour de la sécurité, de l'immigration et du « communautarisme », Macron s'engage franchement sur le terrain du Rassemblement national. Incitant ainsi à la surenchère verbale de celui-ci et aux passages aux actes violents de groupuscules fascisants.

Roseline Vachetta



## « ENSAUVAGEMENT », « SÉPARATISME » : QUAND LE POUVOIR PARLE LA LANGUE DE L'EXTRÊME DROITE

« On en arrive à une situation ubuesque où si le RN observe qu'il fait beau, nous devrions dire par principe qu'il fait moche. » (Marlène Schiappa)

Alors que l'hebdomadaire *Valeurs actuelles* montrait du doigt les « nouveaux barbares » dans une enquête sur « l'ensauvagement » de la France, une de ses fines plumes réjouissait son lectorat en infligeant, de son point de vue, une bonne punition à Danielle Obono, coupable d'être femme, Noire et militante. Cette politique-fiction, dont l'intellectuel non-conformiste Michel Onfray décèle tout l'« humour » et l'« ironie », donne un autre éclairage sur la violence, pas moins parlant qu'une implacable chronologie de faits divers. Mais l'extrême droite ne rentre pas dans cette complexité.

### Validation du logiciel de l'extrême droite

Elle a autre chose dans le viseur : les immigrés. Et quand elle parle d'immigration, l'islam n'est jamais bien loin. Reprendre les mots des extrêmes droites, c'est valider ce logiciel. N'en déplaise à Marlène Schiappa qui ne veut pas dire « qu'il fait moche si le RN observe qu'il fait beau », on n'est pas obligé de parler du temps, a fortiori si le ou la météorologue tire sa science d'une grenouille au fond d'un bocal.

### ENSAUVAGEMENT



Lorsque Laurent Jacobelli, responsable de la fédération RN des Bouches-du-Rhône, introduisait en décembre 2018, le colloque du RN « De la délinquance à l'ensauvagement », il rappelait que le sujet était « évidemment d'actualité », et que tout un chacun pouvait « le constater en regardant les journaux ». Les fait-diversiers 2.0 de l'extrême droite sont passés maîtres dans la compilation angoissante des crimes et délits dont les protagonistes ne portent pas des noms « de souche ». Quitte à balancer en pâture à la facho-sphère haineuse des photos d'innocents désignés assassins anti-blancs. Marine Le Pen, suivie par de nombreux cadres du RN dans l'affaire du meurtre d'un

conducteur de bus cet été, n'y a vu qu'une simple erreur de son community manager. L'ensauvagement de Tweeter ?

### « Culture du pillage et de la razzia »

Lors du colloque de 2018, c'est le criminologue Xavier Raufer, ancien d'Ordre nouveau, qui commençait avec « les cités hors-contrôle sur le territoire français ». Marine Le Pen conclura sur nos campagnes françaises, « lieu d'une grande convivialité et d'une certaine douceur de vivre », hélas rattrapées par la « délinquance nomade » d'une société qui retourne à la « culture du pillage et de la razzia ». Marine Le Pen décrit des « zones de

Non-France ». Jordan Bardella avait déjà utilisé l'expression au côté de Philippot, lors de sa campagne pour les départementales en Seine-Saint-Denis de 2015. Tout récemment, à l'occasion du confinement, la facho-sphère en a remis une couche sur les « zones de sécession » avec « l'embrasement des banlieues ». De la question sécuritaire, le RN passe vite à la question identitaire avec la « sécession culturelle ». Ainsi, toujours dans *Valeurs actuelles*, en avril 2020, Jean Messiha voyait des germes de « séparatisme » dans ce qu'il appelait un « esprit FLN » des banlieues. « Ceux qui sèment le désordre » ne font plus des rodéos ou du trafic de shit mais critiquent le colonialisme.

## AMENDE FORFAITAIRE POUR USAGE DE DROGUES: UNE POSTURE DE FERMÉTÉ QUI NE RÉSOUT AUCUN PROBLÈME

Après une période d'expérimentation dans quelques villes, l'amende forfaitaire délictuelle pour usage de drogue, incluse dans la loi de programmation et de réforme de la justice du 23 mars 2019, a été étendue à l'ensemble du territoire. Cette amende vise plus particulièrement l'usage de cannabis.

**S**elon Castex, qui a choisi Nice, la ville d'Estrosi, pour annoncer la généralisation de la mesure, il s'agit « d'appliquer une sanction sans délai » à la consommation de cannabis et de lutter « contre les points de vente qui gangrèment les quartiers ». Concrètement, unE usagerE contrôléE avec moins de 100 g de cannabis ou 10 g de cocaïne s'expose à une amende de 200 euros, minorée à 150 euros s'il paye dans les 15 jours et majorée à 450 euros au-delà de 45 jours.

### La Macronie maintient la doctrine française de « guerre à la drogue »

À rebours de nombreux États dans le monde, la France maintient donc une politique uniquement répressive basée sur une vision moralisatrice qui s'incarne dans la loi de 1970, dont le seul intitulé de « loi relative aux mesures sanitaires de lutte contre la toxicomanie et à la répression du trafic » est en soi tout un programme.

À grand renfort « d'opérations anti-droque » soigneusement mises en scène et relayées par les médias mainstream, comme la descente de Darmanin dans un quartier populaire d'Ivry le 19 août dernier, le gouvernement prétend lutter contre la consommation et les trafics.

Comme le font justement remarquer dans un communiqué associations d'usagers et acteurs du champ des addictions, « le nombre d'amendes prononcées entre 2007 et 2012 pour usage de stupéfiants a été multiplié par deux, sans avoir le moindre effet sur le niveau de consommation en France ni sur l'ampleur de la circulation des produits. »<sup>1</sup> Autrement dit : ce n'est pas une amende qui va faire s'arrêter de consommer les cinq millions d'usagerEs de cannabis réguliers ou occasionnels, sans parler des usagerEs d'autres produits.

### Stigmatisation des quartiers et politique du chiffre

Darmanin a beau déclarer que l'amende s'appliquera aussi bien à Créteil que dans le 16<sup>e</sup> arrondissement, dans les faits, comme pour les contrôles d'identité, les consommateurEs ciblés sont d'abord les personnes raciséEs et les habitantEs des quartiers populaires. La spirale répressive n'est donc pas près de s'arrêter. Elle n'est pas sans conséquence pour celles et ceux qui en sont victimes, et qui sont en premier lieu issus des classes populaires. Pour mémoire, environ 18 % des personnes condamnées à de la prison ferme, ce qui représentait 8004 détenus au 1<sup>er</sup> avril 2020, et un taux équivalent de prévenus également incarcérés, le sont pour infraction à la législation sur les stupéfiants (ILS), un taux très stable depuis de nombreuses années<sup>2</sup>.

Enfin, la mise en place de l'amende forfaitaire répond à la politique du chiffre qui guide l'intervention des forces de police. Les amendes permettront de présenter des bilans statistiques

pouvant faire croire à ceux qui le voudront bien que le « problème de la drogue » est bien pris en compte par le pouvoir, sans aucune conséquence positive réelle, ni pour les usagerEs ni pour les habitantEs des quartiers qui subissent les conséquences du trafic.

### Pour une véritable politique des drogues

Au moment de la présidentielle de 2017, Macron avait soulevé des espoirs dans le milieu des professionnels du champ de l'addiction. Certains pensaient que son profil lib-lib (pro business et libéral

en matière de mœurs) allait lui permettre de prendre des positions courageuses sur le sujet de la consommation de substances psychoactives. La déception a été grande, la droitisation de la Macronie s'est traduite dans ce domaine comme dans les autres par une remise au goût du jour de la méthode Sarkozy : politique répressive contre les usagerEs et stigmatisation des quartiers populaires « gangrenés par les trafics ».

Sur le terrain, l'ouverture d'une deuxième salle de consommation à moindre risque (improprement appelées « salles de shoot ») se

fait toujours attendre en région parisienne, tandis que les projets similaires dans les grandes villes de région sont bloqués.

Castaner et aujourd'hui Darmanin déploient la même politique d'invisibilisation pour les usagerEs de drogue que celle utilisée contre les réfugiéEs : démantèlement des scènes ouvertes, Porte de la Chapelle avec la désormais célèbre Colline du crack et récemment au RER Rosa-Parks, et harcèlement pour éviter la réinstallation des usagerEs de crack dans l'espace public.

Une politique publique digne de ce nom impliquerait l'abrogation

immédiate de la loi de 1970 et surtout le passage d'un traitement sécuritaire à une vision sociale et sanitaire de la question des usages de substances psychoactives, associant dépénalisation de l'usage, réduction des risques et prévention. Ce n'est pas le chemin suivi par ce gouvernement, réactionnaire et inconséquent dans ce domaine comme dans les autres.

### Correspondant

1 - <https://www.federationaddiction.fr/amende-forfaitaire-pour-usage-de-drogues-une-illusoire-fermete-pour-de-reels-effets-pervers/>

2 - Source : ministère de la Justice.

## STATISTIQUES: VOUS AVEZ DIT « CHIFFRES DE L'INSÉCURITÉ »?

« Ensauvagement de la société », hausse de la délinquance et de l'insécurité... Ces arguments phares de la droite depuis les années 1970 réapparaissent régulièrement sous diverses formes, notamment lors des campagnes électorales. Or, ces discours fonctionnent en partie grâce à l'ignorance de la réalité des phénomènes de délinquance et de leurs évolutions. Et ce, malgré les efforts des chercheurEs pour rendre abordables les données statistiques dans ce domaine.

**L**a délinquance est définie par le droit, c'est l'ensemble des comportements prohibés par la loi. Mais la loi pénale n'est pas stable, elle ne cesse d'être modifiée par le législateur. Depuis les années 1990, ces changements ont été particulièrement nombreux, au point qu'on a pu parler d'une véritable « frénésie sécuritaire » de la part de plusieurs gouvernements. Ceci a deux conséquences majeures.

### Questions de méthode statistique

La première est que, lorsque des comportements sociaux anciens sont soudainement ou progressivement criminalisés, la délinquance ne peut par définition qu'augmenter. La seconde est que la mesure de ces délinquances ne peut être réalisée uniquement par le biais des statistiques produites par la police et la justice.

Ces dernières enregistrent leurs procédures, elles ne font pas un recensement de la réalité délinquante. Enfin, l'application de la loi dépend des priorités et des moyens de l'action répressive de la police et de la justice. Ceci permet de comprendre certaines apories classiques du débat public telle celle qui conduit à s'alarmer de l'augmentation apparente des violences conjugales, des agressions sexuelles ou encore de certaines infractions commises par des mineurs (notamment en milieu scolaire).

En réalité, ces comportements ne sont pas nouveaux, mais nouvellement dénoncés et réprimés. De là la prudence interprétative qui s'impose devant les statistiques administratives et la nécessité de les croiser avec les résultats des enquêtes en population générale (en particulier les enquêtes de victimation) qui s'efforcent de saisir l'expérience des habitantEs indépendamment de l'action institutionnelle.

Ces enquêtes ne touchent toutefois pas les populations les plus marginalisées (aucun SDF, par exemple, n'est interrogé dans ce type d'enquêtes). De plus, elles n'interrogent qu'un nombre limité de comportements délinquants, passant à côté des délinquances « en col blanc » (corruption, fraude et évasion fiscale, etc.). En revanche, elles mettent en évidence le poids des « incivilités » dans la vie quotidienne, qui ne sont pas ou peu traitées.

C'est donc l'ensemble de ces modes d'enquêtes dont il faut connaître les mécanismes de production et qu'il faut comparer si l'on prétend approcher la réalité. [...]

### Dans la vie quotidienne, prépondérance des incivilités

Les crimes et délits ne constituent pas un risque quotidien pour la population, ni le type de risque auquel cette dernière est la plus exposée.

Les accidents de la route, du travail, du sport et de la vie domestique sont en réalité beaucoup plus fréquents. Tandis que l'on compte entre 800 et 850 homicides par an dans les années 2010 en France, les traumatismes non intentionnels entraînent chaque année environ 40 000 décès, dont 21 000 décès suite à un accident de la vie courante et plusieurs millions de recours aux urgences. En outre, les enquêtes de victimation mettent à jour des faits qui relèvent juridiquement des contraventions (dégradations légères, violences verbales) et n'apparaissent donc pas dans les statistiques policières de crimes et délits. [On prendra ici l'exemple de] la hiérarchie des victimations déclarées par les habitantEs de la ville de Marseille dans une enquête réalisée en 2014.

Un peu plus de la moitié des personnes interrogées déclarent avoir été victimes d'au moins une victimation parmi les treize proposées.

Mais il s'agit avant tout de ce que l'on appelle parfois les « incivilités », les moins graves des infractions listées dans l'enquête. Ce sont d'abord des actes de vandalisme sur les véhicules, ensuite des injures ou menaces, survenues dans la ville, le plus souvent en journée, dans les différentes situations de la vie quotidienne (au volant, dans le voisinage, au travail, dans la rue).

Un deuxième sous-ensemble est constitué par les vols et les cambriolages, ainsi que les escroqueries et abus de confiance (utilisations et débits frauduleux de carte bancaire, escroqueries par Internet).

Victimation interrogée de façon inédite dans cette enquête locale, les discriminations concernent environ 8 % de la population enquêtée (principalement en raison de la couleur de peau et de l'origine).

Viennent enfin des victimations nettement plus rares : en ordre décroissant d'importance, les vols de voiture, les violences physiques, les violences institutionnelles (principalement des violences policières, de type propos humiliants et injures), les vols avec violences et enfin les agressions sexuelles.

### Une surenchère sécuritaire

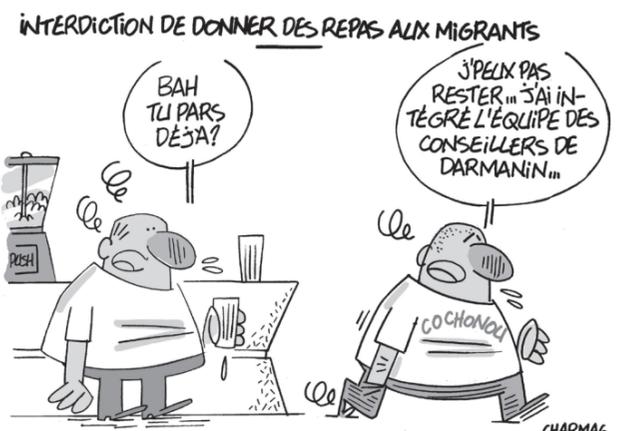
Au terme de ce panorama, il apparaît clairement que la prétendue hausse continue de l'insécurité relève davantage du fantasme que de la réalité. C'est la dénonciation des problèmes qui croît sans cesse, et non leur fréquence.

Il apparaît également que les problèmes les plus graves sont aussi les plus rares.

La vie quotidienne est en réalité faite d'agressivité verbale, de petits harcèlements, de petites dégradations, de petits vols, et non de meurtres, de vols ou de vols avec violence. Face à ces infractions du quotidien, souvent répétitives, de nombreux citoyens demeurent mécontents car ils ne trouvent généralement pas ou peu de réponse de la part des services publics de sécurité et de justice. De fait, le surarmement technique et juridique auquel procèdent les élus nationaux et locaux apparaît décalé par rapport à ce quotidien. Il revient un peu à vouloir « écraser une mouche avec un marteau-pilon » selon l'expression populaire.

### Laurent Muchielli

Extrait de « L'insécurité », un épouvantail électoral à déminer », en ligne sur <https://theconversation.com/linsecurite-un-epouvantail-electoral-a-deminer-132362>



IRE  
ANIN

IE DROITE

Marion Maréchal, outre « la culture de l'excuse » et « l'effondrement de la chaîne pénale », voit d'abord dans la « barbarie qui s'installe en France » le résultat de l'immigration. Mais fort judicieusement, Valeurs actuelles dans son numéro de fin août 2020 rappelle que le RN n'est plus le seul à poser un lien entre insécurité, immigration massive et « non-intégration »... et de citer Philippe Juvin, maire LR de la Garenne-Colombes et chef des urgences à l'hôpital Georges-Pompidou, ou Bruno Retailleau, sénateur LR, proche de François Fillon.

Marine Le Pen, « évidemment » respectueuse des institutions de la République, en appelle à la restauration d'une inflexible autorité régalienne. Mais elle n'abandonne pas l'idée d'un « sursaut populaire », en saluant la manifestation de Palavas-les-Flots, « contre les incivilités-agressions-rodéos-cambriolages-chicha-protaxide d'azote-déchets-tapage ». Génération identitaire, non dénuée d'influence chez les jeunes militants du RN et dont les cadres trouvent souvent un emploi auprès des élus de ce même parti, prépare les jeunes Européens à « l'autodéfense en attendant la mise en place de la seule solution politique face aux conséquences de l'immigration massive, la remigration »...

Ce sont ces gens dont divers ministres et responsables politiques dits « républicains » reprennent aujourd'hui les termes et les obsessions. Jusqu'où l'écholalie des politiciens démagogues ira-t-elle?

Commission nationale antifasciste

## DÉMISSION DU DGT

La mobilisation massive pour Anthony Smith accentue la crise au ministère du Travail



Le journal *le Monde* a révélé le 12 septembre la démission du Directeur général du travail, Yves Struillou, tancé publiquement par la ministre Élisabeth Borne pour sa gestion de la procédure disciplinaire contre Anthony Smith.

Élisabeth Borne avait dû concéder quelques jours plus tôt un retour d'Anthony sur un poste d'agent de contrôle dans sa région d'origine en lieu et place de la placardisation à 200 km de son domicile qui lui avait été notifiée mi-août.

## La solidarité a payé

Ces reculs successifs sont à mettre au crédit d'une mobilisation d'ampleur qui, depuis la mise à pied d'Anthony au mois d'avril, s'appuie à la fois sur une intersyndicale interne au ministère et sur la mise en place via un comité de soutien d'un front de solidarité large, associant la plupart des organisations politiques du mouvement ouvrier, les principales unions et confédérations syndicales, des associations féministes ou intervenant sur le champ de la santé au travail. Depuis le déconfinement, des dizaines de rassemblements se sont tenus dans toute la France, souvent en lien avec les organisations syndicales interprofessionnelles. Et, en plein cœur de l'été, ce ne sont pas moins de 400 personnes qui étaient regroupées sous les fenêtres de la commission disciplinaire où Anthony était appelé à comparaître.

Évidemment, la démission du DGT ne signifiera pas nécessairement un changement de politique. Borne va tenter de garder le cap, voire de précipiter la nouvelle contre-réforme qu'appellent de leurs vœux les directeurs régionaux : pouvoirs accrus à l'encadrement intermédiaire pour caporaliser l'inspection du travail, accroissement de la rémunération à la tête du client, délégation du pouvoir disciplinaire aux responsables locaux, etc. Mais ces deux reculs coup sur coup du ministère viennent redonner confiance dans la force de la mobilisation collective et la possibilité d'obtenir d'autres victoires. L'enjeu est maintenant d'empêcher que la page soit tournée, d'approfondir leur crise pour obtenir l'annulation complète de la sanction infligée à Anthony Smith et un plan d'urgence pour l'inspection du travail exsangue après des années de réorganisations et suppressions de postes.

Comité inspection du travail

## ÉDUCATION NATIONALE

## Lutter contre le clown Blanquer

Le 29 août dernier, Jean-Michel Blanquer l'annonçait au *Journal du dimanche* : « nous sommes préparés à tout ». Force est de constater, quinze jours après la rentrée, qu'il s'est (encore) trompé.

De la maternelle à l'université, les effectifs explosent. Un des effets du confinement est que plus de jeunes sont passés dans la classe supérieure. C'est logique : il est impossible de faire redoubler une génération entière d'élèves au prétexte qu'ils et elles auraient loupé trois mois de cours. Mais le ministère n'a pas anticipé l'ouverture indispensable des classes. Aucun poste d'enseignant n'a été créé dans les écoles ou collèges et la réforme du lycée a entraîné une perte de milliers de postes.

## «Redresser le pays»

Blanquer aurait, pourtant, demandé l'embauche de 3 000 enseignantEs au Premier ministre, ce qui est une goutte d'eau par rapport aux besoins réels. Mais la réponse de Castex a été sans appel : « C'est le genre de créations d'emplois qui vont aggraver le déficit et qui ne servent pas à redresser le pays » (d'après le *Canard enchaîné*). Voilà une vision fort sympathique de l'école !

Quant aux 10 000 postes annoncés à la rentrée 2020 dans les universités, c'est une goutte d'eau par rapport aux 60 000 qui seraient nécessaires. Pire encore : le nombre de places aux concours d'enseignement du second degré (collèges et lycées) a baissé de près de 10 % par rapport à l'année dernière. Or, on sait bien que diminuer le nombre d'élèves par classe est un levier essentiel pour permettre la réussite scolaire de touTEs. Mais



le ministre ne s'intéresse pas à cela. Au contraire. Il ne propose que des évaluations de début d'année pour connaître le niveau des élèves. Alors que les jeunes ont avant tout besoin d'école et d'enseignement, après une interruption depuis mars dernier.

## Le gouvernement persiste dans ses erreurs

L'hiver dernier, des centaines de milliers d'enseignantEs se sont mis en grève contre la réforme des retraites, qui visait à indexer leurs pensions sur le PIB, entraînant des pertes de 500 à 800 euros par mois. La baisse de 20 % du PIB en 2020 n'a pas empêché Jean Castex de maintenir le cap : « Nous la ferons » déclarait-il le 3 septembre dernier à propos de la contre-réforme des retraites. La réponse aux milliers de grévistes (profs et élèves) contre la réforme du bac en janvier dernier a été de changer le nom des épreuves qui, d'épreuves communes de contrôle continu (E3C) deviennent des épreuves communes (EC). Mais rien d'autre. Comme nous l'avions annoncé, les emplois du

temps, les cours et les épreuves sont un casse-tête sans fin. Bref, ce sont encore les jeunes et leurs enseignantEs qui payent les pots cassés.

## Covid-19: ni fait ni à faire

Avoir anticipé la rentrée en temps de pandémie aurait supposé de limiter les effectifs par classe, de diminuer le temps de travail des enseignantEs (dont la difficulté au travail s'est accrue avec le masque), de diminuer les programmes scolaires pour permettre à touTEs l'acquisition des connaissances. Cela supposerait une embauche massive et la réquisition de bâtiments vides pour créer des écoles à taille humaine. Au minimum, il aurait été facile d'installer des lavabos et du savon dans les établissements. Mais c'est exactement le contraire qui se passe. Les masques en tissu fournis aux personnels sont inefficaces en utilisation continue ; l'identification des cas contacts Covid (et donc des arrêts d'enseignantEs ou de fermeture de classe) est largement sous-estimée, car « la priorité c'est que les parents puissent continuer à travailler », comme le dit le ministre du Travail, Élisabeth Borne. Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que, par exemple, les personnels du lycée Paul-Éluard (Saint-Denis) aient fait valoir leur droit de retrait cette semaine.

Au-delà, le gouvernement aurait dû s'intéresser à la dimension pédagogique sur les gestes barrières, comme cela avait été fait (au bout de près de 10 ans) au sujet du SIDA. Cela passe par une campagne massive d'information sur comment (et pourquoi) porter un masque (à la télé, à la radio, sur internet), ainsi que sur les risques. Cela suppose une modification des programmes scolaires. Mais là encore, la seule réponse du gouvernement est une amende de 135 euros.

## TouTEs ensemble le 17 septembre !

Malgré tout, les enseignantEs ont repris le chemin de l'école le 1<sup>er</sup> septembre. Mais il est de plus en plus évident qu'il faut arrêter ce gouvernement de pitres, qui ne pensent qu'aux profits des entreprises. C'est le sens de l'appel à la mobilisation pour le 17 septembre, déposé par 12 organisations syndicales. Au-delà du travail syndical, indispensable, à nous de réactiver les assemblées générales et coordinations que nous avons fait vivre l'hiver dernier. À nous de créer de nouvelles structures et de nouveaux moyens de coordination pour affirmer : à bas Blanquer, Castex et Macron. Nous voulons une école émancipatrice, que nous construirons touTEs ensemble.

Raphaël Greggan

## COGNAC 114 suppressions d'emplois à Verallia (ex-Saint-Gobain)

La fermeture de l'un des fours de l'usine de verre possédée par Verallia devrait entraîner la suppression de 114 emplois sur le site de Cognac. Si l'on ajoute les sous-traitants, intérimaires et fournisseurs, c'est plus de 240 emplois impactés sur le bassin d'emploi de Cognac.

La rentabilité serait à l'origine de la délocalisation d'une partie de la production vers un autre site, en Espagne ou en Italie. Pourtant, l'entreprise se porte bien et a de beaux jours devant elle...

## Licenciements boursiers

Verallia a réalisé pas moins de 2,5 milliards de chiffre d'affaires en 2019, soit une croissance de 9 % ; le PDG s'est augmenté de 20 % (1100 000 euros/an) ; 100 millions ont été distribués aux actionnaires : au fonds d'investissement américain



Apollo, à la BPI, aux cadres dirigeants et au patron de Verallia.

Par ailleurs, des fonds de l'entreprise sont placés aux

îles Caïman sans que personne (la BPI et l'État français) ne trouve à redire. On parle de plusieurs centaines de millions d'euros...

Il s'agit donc bien de licenciements boursiers. Peu importe la situation de l'emploi sur tout le Cognac pour les dirigeants de cette entreprise et l'État complice. Une démonstration supplémentaire de ce qu'est le libéralisme. Les quelque 200 familles de Cognac et sa région vont prendre « en pleine figure » cette restructuration boursière.

Toutes les forces progressistes des deux Charentes sont mobilisées pour soutenir nos amis verriers. Bernard Toussaint

## 5G

## Menaces sur les libertés, la santé et la planète

À l'initiative des collectifs Stop Linky 5G de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Saône-et-Loire, Gard et Montpellier, une Journée d'Action et d'Information contre la 5G se tiendra à Lyon le 19 septembre. Et contrairement à ce que raconte Macron, avec son arrogance habituelle, elle n'est pas organisée par des « Amish » nostalgiques des « lampes à huile ».

La 5G est la mise en place de nouvelles normes de fonctionnement des réseaux de télécommunication, l'utilisation de très hautes fréquences et l'installation d'une infrastructure matérielle lourde (satellites, antennes relais, réseaux de fibres optiques).

## Centralisation des dispositifs de contrôle

Les débits seront 10 fois plus élevés que ceux de la 4G ; le délai de transit d'une donnée sera divisé par 10, avec un temps de réponse d'à peine une milliseconde, une réactivité cruciale

# MARCHE NATIONALE DES SANS-PAPIERS **La marche s'élanche de Marseille et Montpellier!**

Ce samedi 19 septembre va avoir lieu à Marseille le top départ de la marche nationale des sans-papiers qui culminera en une manifestation nationale à Paris le 17 octobre.

Après une manifestation samedi, la marche se lancera aussi de Montpellier le dimanche 20 septembre pour converger à Avignon le 22 septembre avec la marche partie de Marseille. Une nouvelle convergence aura lieu à Lyon le week-end du 3 octobre avec une marche partie de Grenoble. Le même week-end des marches partiront d'autres villes (Lille, Le Havre, Rennes, Strasbourg...).

## Marches revendicatives

À Avignon, une centaine de sans-papiers, auxquels il faut ajouter des soutiens, se retrouveront ainsi le 22 septembre pour marcher vers Lyon : une soixantaine partis de Marseille et une quarantaine partis de Montpellier dont environ une moitié venant des collectifs parisiens.

Le parcours du départ de Marseille illustre bien les revendications de la marche. Démarrant à 10h de la préfecture, la marche passera



devant un foyer Adoma et ira « faire du bruit » devant le centre de rétention. Puis la marche fera des étapes à Aix, Salon et Cavaillon. À Montpellier, une manifestation de soutien à la marche partira à 14 h 30 de Plan Cabane pour aller place de la Comédie à 16 h. À Nîmes, la marche manifestera devant le Centre de rétention le 21 septembre après s'être arrêtée à Lunel.

## Diversité, force et joyeux bordel

Dans chaque ville étape de la marche, les réseaux militants font et ont fait un travail considérable pour assurer l'accueil. Ce travail construit des liens pour le renforcement du mouvement de solidarité, et doit donner de la visibilité à ces réseaux locaux et permettre de construire la mobilisation pour la manifestation du 17 octobre à Paris.

Collectifs autonomes, cadres unitaires, organisations locales des syndicats, comités locaux de la Cimade, RESF, ASTI, autres associations... la diversité des sensibilités et des expériences se reflète notamment dans les types d'événements organisés au passage de la marche et donnera à voir la richesse et la force du mouvement de solidarité. La marche partant de Marseille sera appuyée par un camion fourni par Solidaires 13. À Lille c'est l'union départementale de la CGT qui apporte son appui logistique.

Le respect de l'autonomie des collectifs de sans-papiers comme de celle des réseaux locaux de solidarité permet l'expression de cette diversité et de cette richesse et de développer la possibilité d'un véritable mouvement populaire. Cette dynamique est la plus importante même si cela se traduit et se traduira parfois par un joyeux bordel et des manques dans la coordination générale. Ce sont déjà 220 structures, locales ou nationales, de différents types, qui ont apporté leur soutien à la marche nationale des sans-papiers, Acte 3 de la mobilisation pour la régularisation de tous les sans-papiers, la fermeture des CRA et le logement pour toutes.

## C'est parti!

Nous y sommes. La marche démarre et prend son élan. Elle a, plus que jamais, besoin que toutes les énergies se combinent pour assurer le succès des accueils et des mobilisations locales, pour construire des relais médiatiques, pour s'accompagner, un peu partout d'une effervescence militante pour construire la montée vers Paris le 17 octobre. Cela signifie aussi un soutien financier qui peut être apporté en achetant des T-shirts ou en versant un soutien sur la cagnotte de la Marche. Les détails pratiques, dont la liste des étapes et celle des signataires, peuvent être trouvés notamment sur le blog Mediapart de la Marche des Solidarités<sup>1</sup>.

Une lettre interpellant Emmanuel Macron sera rendue publique avant le départ de la Marche. Nous marchons pour l'égalité : et vous ?

Denis Godard

1 - <https://blogs.mediapart.fr/marche-des-solidarites>



## COMMERCE **La grande braderie continue**

La rentrée a apporté son lot de nouvelles fermetures et licenciements dans les entreprises du commerce après celles annoncées suite au déconfinement, là où Philippe Martinez a relevé à juste titre que « les trois quarts des restructurations n'ont pas de rapport avec le Covid-19 ».

Ainsi, Abercrombie & Fitch a annoncé, dès juillet dernier, la fermeture d'ici 2021 de son magasin phare des Champs-Élysées, assortie d'un plan de licenciement concernant les 89 salariéEs qui y travaillent.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

À Auchan, qui fait partie de la galaxie Mulliez qui compte entre autres Alinéa, c'est un plan de licenciement collectif de 1475 personnes, au sein des services support mais pas en caisse, qui vient d'être annoncé. La chaîne Bio c'Bon, qui compte 1500 salariéEs, a elle été placée en redressement judiciaire le 3 septembre. Troisième distributeur spécialisé derrière Biocoop et Naturalia, elle attire les convoitises d'autres acteurs de la distribution alimentaire.

## Des résistances existent, faisons-les croître!

Il est fini le temps de la reconnaissance pour les premiers de corvée qui, face au laisser-faire du gouvernement, ne peuvent compter que sur eux-mêmes : ainsi, à Biocoop où cinq journées de grève depuis cet été ont déjà permis de faire reculer la direction sur l'ouverture dominicale. À Monoprix, les samedis de la colère ont repris, à l'initiative de la CGT, pour exiger le versement de la prime Covid de 1000 euros à l'ensemble du personnel (Sud a saisi les Prud'hommes de premiers dossiers sur la base de la discrimination en raison de l'état de santé, de l'âge et de la situation familiale).

C'est également la lutte des Ibis, qui a redémarré devant l'hôtel des Batignolles le 1<sup>er</sup> septembre, puis le siège d'Accor le 8, mais aussi celle des livreurs de Frichti, exclus de l'accord trouvé avec la plateforme et l'État. Une participation conséquente des équipes syndicales à la journée de grève unitaire du 17 septembre, en dépit des limites de ce type de journée, serait incontestablement un premier pas pour surmonter l'éclatement de ces résistances et pouvoir les généraliser.

LD

**L'Anticapitaliste la revue**  
Le n°118 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

**L'Anticapitaliste,**

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.  
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.



DR

pour l'industrie pour faire émerger des usages comme le transport autonome, ou l'utilisation militaire ; et surtout, la 5G, qui supporte un nombre très important de connexions, multiplier le nombre d'objets connectés simultanément au réseau, qualité indispensable

au développement de l'Internet des objets. Mais la 5G permettra une centralisation poussée de tous les dispositifs de contrôle.

La 5G devrait concerner tous les aspects de notre vie personnelle et professionnelle, toutes les dimensions de l'activité industrielle, culturelle et sociale. Chez soi, les objets seront connectés, consultables et pilotables à distance ; à l'extérieur, à côté de l'automatisation des voitures ou des transports en commun, ce sont tous les moyens de surveillance qui seront boostés (vidéosurveillance, reconnaissance faciale...).

## Aucun garde-fou conséquent

L'ARCEP (Autorité de régulation des communications électroniques et des postes) présente la 5G comme le moteur d'un changement industriel et commercial menant à une société « ultra connectée ».

Pour les capitalistes, elle constitue un enjeu majeur de développement, combinant recherche du profit par une multiplication des objets de consommation, contrôle centralisé des comportements individuels et surveillance permanente des populations.

Il n'est donc pas étonnant que les gouvernements soutiennent les lobbys industriels et financiers, sans aucun garde-fou conséquent. En France, Macron, dans son jargon de start-uper le confirme : « La France doit devenir le leader dans les combats de demain : l'internet des objets, l'intelligence artificielle, la convergence entre le numérique et les cleantech et toutes les technologies du greentech, la convergence entre le numérique et le healthcare. »

## Risques et menaces

Mais les risques sont immenses.

– Menaces sur nos libertés publiques : ces nouveaux dispositifs renforceront les capacités de télésurveillance individuelle et collective.

– Risques écologiques : l'augmentation du nombre d'utilisateurs et d'usages entraînera une hausse importante des consommations d'énergie ; les « data centers » vont voir multiplié par sept le volume des données qu'ils stockent. L'utilisation de métaux rares va exploser, aggravant les nuisances environnementales et sociales dans les régions où ils sont extraits.

– Risques sanitaires : comme le demande l'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail), il est nécessaire de mener des études scientifiques sur les champs électromagnétiques émis par la 5G dans la bande de fréquences 3-4GHz... Sinon,

l'innocuité de cette technologie n'étant pas démontrée, c'est faire une expérience sur l'ensemble de la population... prise pour « cobaye » !

Parce que le monde que nous préparons, nous serons à Lyon le 19 septembre pour demander l'arrêt du déploiement de la 5G et des expérimentations réalisées par les opérateurs de téléphonie mobile à l'insu de la population ; pour exiger le respect et l'application des lois et conventions sur la protection de l'humain, de l'enfant, de l'environnement ; pour défendre la sobriété énergétique contre toutes les illusions de croissance verte et de développement durable basés sur le tout électrique, le tout numérique.

## Commission nationale écologie

Le programme et les revendications sur le site : <https://linky-non-merci.info/appeal-circ-2020>

# « Faire comme en Russie » : le Biennio Rosso en Italie

En 1918, la guerre prend fin. L'Europe n'a pas seulement connu quatre ans d'une boucherie inutile : depuis 1917, parmi tous ceux que les gouvernements ont envoyés mourir au front pour le profit, tous ceux et toutes celles qui se sont usés dans des usines à la discipline militarisée, l'idée de « faire comme en Russie » s'installe. En Italie, ce mot d'ordre constitue la toile de fond de deux années d'embrasement révolutionnaire, 1919 et 1920, période qualifiée de Biennio Rosso – les deux années rouges dont la phase la plus aiguë se situe en août-septembre 1920, il y a tout juste un siècle. Une période de révolution manquée où la grève générale insurrectionnelle ne réussit pas, faute d'un parti résolu, à prendre le pouvoir à la bourgeoisie. En revanche, cette « grande peur » que la classe ouvrière lui aura insufflée, et que les réformistes auront empêché de concrétiser, sera le creuset du fascisme.

1919

À la fin de la guerre, l'Italie est du côté des vainqueurs. Pourtant, derrière les vantardises nationalistes de la bourgeoisie, le pays est économiquement ravagé. Bien sûr, un certain nombre d'industriels se sont gavés, l'industrie lourde a crû massivement et a achevé de donner au capitalisme italien un aspect moderne (du moins dans le nord du pays), cinquante ans après l'indépendance nationale de ce pays encore peu développé. Mais pour les ouvriers et les paysans pauvres, c'est la misère : les prix ont triplé depuis 1914.

## Mouvements contre la vie chère

La vie chère est un problème ressenti comme insupportable. La paix revenue, rien ne s'arrange, malgré les promesses (notamment de terre pour les paysans) que le gouvernement avait lancées pour mobiliser les troupes. La première moitié de 1919 voit enfler une vague de grèves qui arrachent des augmentations salariales, sans que s'arrête la spirale de l'inflation. La colère monte jusqu'à l'été. En juin, à La Spezia, un port de Ligurie, la grève se fait générale. Elle s'étend, gagne tout le nord de l'Italie, puis des villes du Sud. Les affrontements avec la police font des morts. Les manifestants attaquent les boutiques, réquisitionnent denrées, automobiles et camions pour organiser des distributions ou des ventes à prix imposés.

## L'attitude du Parti socialiste

Tous ces mouvements interviennent sans initiative des dirigeants syndicaux de la CGL (Confédération générale du travail), ni du Parti socialiste (PSI). Au contraire, ceux-ci appellent souvent au calme, alors même que les ouvriers se dotent de structures pour organiser leur mouvement – « comités d'action », « soviets de ravitaillement ». Le PSI comporte une tendance explicitement réformiste forte, longtemps majoritaire, qui pèse lourd dans l'appareil du parti et surtout dans la CGL. Le courant majoritaire du PSI, dit maximaliste, bien que révolutionnaire en paroles, ne se distingue pas des réformistes. Quant aux tendances de gauche – celles des futurs communistes –, elles existent mais sont trop faibles et trop désorganisées pour proposer



une politique d'extension au mouvement.

## Reflux et élections

Celui-ci reflue à partir du 10 juillet. L'actualité internationale donne une occasion de rebond, avec la grève de solidarité aux républiques soviétiques des territoires russes et hongrois. À l'appel des syndicats européens, les ouvriers italiens y répondent massivement et paralysent le pays pendant deux jours. Cette grève est ressentie par beaucoup comme le signal de l'insurrection. Pourtant le Parti ne cesse de rappeler qu'elle doit rester démonstrative et appelle à la reprise après les 48 heures prévues. Après quoi, rien n'est prévu, sinon les élections de novembre. Le Parti bat des records de voix, et passe de 51 à 156 députés. Il claironne : « L'Italie de la révolution est née ! » Mais la bourgeoisie, elle, a toujours le pouvoir.

## Les occupations de terres

En parallèle, encouragés par les grèves dans les villes, des paysans commencent à occuper des terres, surtout dans le Sud rural où le cadastre est une réplique du passé féodal : une poignée de propriétaires terriens possèdent de grandes exploitations. Ces occupations impliquent ouvriers agricoles, métayers, paysans pauvres qui ne supportent pas de voir les grands propriétaires latifundiaires laisser leur terres en jachère. Leur slogan : « La terre à qui la travaille ! » Elles s'intensifient tout le mois d'août, pour se maintenir continuellement jusqu'à la fin 1920. Mais le PSI s'en soucie peu. Le gouvernement entérine certaines occupations et promet d'étendre la distribution (décret Visocchi), en mettant en place des commissions paritaires

réunissant les paysans pauvres et les propriétaires.

1920

À u cours de l'année 1920, alors que les prix ne cessent de monter, les grèves se poursuivent et s'approfondissent. On en dénombre 1881, contre 1663 l'année précédente. Les mouvements sporadiques du début de l'année prennent une nouvelle ampleur au printemps.

## La grève des aiguilles

D'abord, c'est l'épisode de la « grève des aiguilles », qui prend comme point de départ le passage à l'heure d'été, que les ouvriers refusent. Derrière les souvenirs de la guerre que cette mesure datant de 1916 charrie et le refus de l'embauche de nuit, se dresse une question politique : qui a le pouvoir dans l'usine ? Les anciennes commissions internes ont évolué grâce aux mouvements de l'année précédente. Elles se muent en conseils d'usine, notamment à Turin où le groupe de l'Ordine Nuovo milite pour cette transformation. C'est pourquoi la décision de la direction de changer d'heure dans une usine de Fiat contre l'avis de la commission, puis le licenciement d'un ouvrier ayant pris l'initiative de reculer les aiguilles, sont ressentis comme une provocation. Comme le déclarait la toute récente Confindustria (organisation patronale fondée en mars face à la montée révolutionnaire) : « dans l'entreprise ne peuvent coexister deux pouvoirs ». La grève s'étend à toute la ville en quelques semaines. Le 14 avril,

elle est générale. Et le 19, tout le triangle industriel (Milan-Turin-Gênes) est à l'arrêt. On dénombre 500 000 grévistes. À Turin, la grève est organisée par les conseils d'usine, dirigés par les ordinovistes. Elle exprime des revendications directement politiques, contre les « petites améliorations économiques ». Le 19 avril, alors que le mouvement est au plus fort, un congrès du PSI est prévu à Turin. Il est déplacé à Milan, la grève étant jugée une circonstance peu propice ! Le congrès refuse tout appel national et la direction de la CGL négocie un accord avec le gouvernement. Isolé, le mouvement turinois s'éteint le 24 avril, après un mois de lutte.

## La révolte d'Ancône

Cette défaite n'éteint pas pour autant la contestation. Le 1<sup>er</sup> Mai, une semaine après la fin de la grève, la manifestation turinoise est nombreuse et les affrontements avec la police font de nouveaux morts. Surtout, en juin, c'est la révolte des bersaglieri (tirailleurs) d'Ancône (Marches). Ces derniers suspectent

à raison un transfert en Albanie, occupée par l'Italie. Leur mutinerie fait tache d'huile dans la ville, où le travail s'arrête. Soldats et ouvriers fraternisent sur les barricades en affrontant les carabinieri ; dans d'autres villes, jusqu'à Rome ou Milan, des mouvements de solidarité naissent. D'autres mutineries éclatent dans la région des Marches.

## Les occupations d'usines

En août 1920, la Fiom (syndicat des métallurgistes) appelle à une grève perlée pour l'augmentation des salaires. Une lutte apparemment « défensive » au vu des précédentes. Elle entraîne en dix jours 400 000 ouvriers. Le 30 août, à l'usine Romeo de Milan, le patron réagit par le lock-out. Le soir même 300 sites sont occupés par les ouvriers pour éviter d'autres lock-out. Le 1<sup>er</sup> septembre, il y en a 1 000. Toute la métallurgie italienne est concernée. Alors que le mouvement s'étend à d'autres branches, les occupants reprennent la production eux-mêmes. Les usines émettent des bons pour servir de monnaie et les occupants fabriquent des armes plus ou moins improvisées pour se défendre. Des Gardes rouges se constituent. La classe ouvrière se prépare à l'affrontement. Au sein du PSI, les maximalistes appellent presque malgré eux à la mutinerie et à la « grève générale à outrance ».

Les conseils d'usine s'étendent pour gérer l'occupation, encore qu'en l'absence d'ouvriers ordinovistes ou capables de défendre une véritable démocratie ouvrière, ils ne soient parfois que des étiquettes agitées par des délégués syndicaux qui monopolisent leur direction.

## Cachez cette révolution que je ne saurais voir !

Au plus haut niveau, le réformisme des directions socialistes et syndicales joue son rôle. Politicien aguerri, le chef du gouvernement Giolitti refuse de céder devant la panique des industriels et d'utiliser la force. Quelle force d'ailleurs ? L'appareil militaire se délite, comme l'a prouvé – entre autres – l'épisode d'Ancône. Les corps de police sont en pleine recomposition. Alors Giolitti préfère compter sur les dirigeants d'appareil pour canaliser le mouvement. De fait, ceux-ci temporisent autant qu'ils le peuvent. Passée la première semaine, la situation s'enlise dans une attente réciproque. La direction du PSI refuse de prendre la direction effective de la lutte, d'organiser l'insurrection et de renverser un gouvernement réduit à l'impuissance. Elle attend plutôt pour prendre une décision

un congrès national de... la CGL. Le dirigeant de la CGL D'Aragona y défend le « contrôle syndical » (et non ouvrier), façon de donner comme unique perspective à la lutte une meilleure cogestion. Les maximalistes, eux, proposent l'insurrection. L'assemblée syndicale, où les réformistes sont surreprésentés, vote la proposition de D'Aragona à environ 600 000 voix contre 400 000.

## La bourgeoisie sauve sa peau

La bourgeoisie ne regarde pas à la dépense pour éteindre l'incendie social. Des augmentations de salaire significatives sont obtenues (10 à 20%, contre 40% pour les revendications initiales), six jours fériés par an, des indemnités face à la vie chère, une bonification des heures supplémentaires, des indemnités de licenciements, un salaire minimal... Quant au contrôle syndical, une commission est créée... pour étudier la question ! Les ouvriers, épuisés et déboussolés, votent la reprise du travail.

Tout le monde rentre chez soi. Les éléments les plus révolutionnaires sont convaincus que la prochaine vague est proche, mais la classe ouvrière a donné deux ans de lutte opiniâtre pour se voir retirer toute perspective au moment critique. En fait de prochaine vague, ce sera une marée contre-révolutionnaire, qui prendra appui sur les bandes fascistes massivement financées par les grands industriels. Les fascistes organiseront une répression meurtrière visant à briser les organisations ouvrières, en brûlant leurs locaux et en assassinant les militants. Les organisations ouvrières, elles, ne réagiront que très faiblement, demandant l'intervention d'une police pourtant complice et refusant la « guerre civile ».

## Le congrès de Livourne

Entre-temps, l'Internationale communiste a mis à l'ordre du jour l'expulsion des réformistes des partis socialistes. Sous la pression des militants, le PSI a adhéré à la III<sup>e</sup> Internationale dès sa fondation. Mais la direction maximaliste menée par Serrati prétexte une spécificité italienne pour éviter d'appliquer les 21 conditions d'adhésion, un règlement commun à toutes les sections de l'Internationale, visant à évincer les réformistes. Cette aile centriste a des arguments : la vague de réaction nécessite l'unité du mouvement ouvrier. Pour convaincre ces militants que l'unité des révolutionnaires était plus précieuse qu'un lien avec les traîtres de la veille, il aurait fallu jouer finement. La gauche du parti (dirigée par Bordiga et Gramsci) préfère les mettre en demeure de choisir entre eux et la droite. Cet ultimatum provoque la scission de fait, actée au congrès de Livourne début 1921. Les 100 000 maximalistes, fidèles à leur pusillanimité, choisissent les quelque 15 000 réformistes plutôt que les 50 000 communistes. Le nouveau Parti communiste que ces derniers créent n'a pas le temps de s'armer dans la lutte des classes et de se défaire de son sectarisme avant que les fascistes ne prennent le pouvoir à la fin de l'année 1922.

Gaspard Janine



## Secteur jeune

C'est d'abord une forme de bilan d'un secteur jeune sous la pression de deux années de luttes que nous avons discuté. Gilets jaunes, mouvement contre l'augmentation des frais d'inscription des étrangers à l'université, mouvements féministes, écologistes, antiracistes, grève contre la réforme des retraites et mouvement contre la précarité ou les E3C... Sans oublier la pandémie; et les révoltes partout dans le monde dont nous sommes solidaires, où les jeunes tiennent le haut du pavé face aux régimes corrompus, aux bourgeoisies impérialistes ou nationales. Impossible de revenir sur tout. Au-delà des difficultés dans le NPA, s'est exprimée dans les discussions la volonté qu'il faudrait faire plus, faire mieux, être à la hauteur malgré nos divergences. Les premiers retours de nos activités dans la jeunesse en ces premiers jours de septembre confirment l'impopularité d'un gouvernement qui ne défend que les riches, et les jeunes parlent facilement du capitalisme, déjà identifié au moment des mobilisations sur l'écologie, même si beaucoup sont enthousiastes de retourner en cours après six mois d'isolement.

### Souffler les braises et pas les bougies

Alors que Macron fêtait les « 150 ans de la République française », c'est du point de vue de notre classe que nous avons discuté de la France. D'abord des manifestations contre le racisme qui ont inauguré le déconfinement, en écho à Black Lives Matter aux États-Unis. Perpétués par l'État, le racisme et les violences policières

## Secrétariat national jeunes: rentrée de crises, rentrée explosive?

Le premier week-end de septembre avait lieu le Secrétariat national du secteur jeune du NPA, après plusieurs mois de difficultés à se réunir. Presque deux ans après la conférence nationale jeunes (CNJ) qui élit ses délégués, ce SNJ a été un point d'étape et l'occasion d'élaborer une campagne pour la rentrée.



PHOTO THÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS

n'ont rien de bavures commises par de mauvais flics, mais sont le moyen de garantir l'ordre social qui protège la poignée de privilégiés trouvant leur compte dans la société actuelle. S'il faut d'ores et déjà combattre les illusions sur le démantèlement de la police, il nous faudra aussi continuer de nous battre autour du mot d'ordre « Pas de justice, pas de paix ». Par ailleurs, en réponse à la montée du nationalisme, les jeunes du NPA ont aussi comme tâche de dénoncer l'impérialisme français à travers le monde. La fermeture des ports et les quarantaines ont été le

parfait prétexte pour finir de vider la Méditerranée des bateaux d'aide aux migrantEs. La reprise des manifestations au Liban n'a pas tardé à attirer les menaces de Macron. Le coup d'État au Mali par un pan de l'armée pressé de rassurer sur son respect des accords internationaux n'a pas tiré de larmes au gouvernement français, dont les troupes protègent les intérêts de Total et d'Areva. Il est fondamental pour nous, a contrario d'une gauche en recomposition, et de la soupe moraliste des républicains de tout bord, de défendre nos perspectives de classe, internationalistes.

### Une campagne de rentrée pour renforcer notre combat

Les débats ont abouti sur les axes d'une campagne de rentrée du NPA Jeunes voté par 94 % des délégués. Sur le travail et l'emploi, quand un million de personnes sont venues grossir les rangs des chômeursE, que le gouvernement défiscalise en partie l'embauche des apprentiEs, que les étudiantEs les plus précaires ont perdu leur boulot, que les jeunes sont parmi les premiers touchés par le chômage. Sur la nécessité d'allouer des moyens à l'éducation et à la santé, auxquels les plus pauvres ont de moins en moins accès. Enfin sur le racisme, l'anti-impérialisme; la répression, qui touche aussi nos camarades qu'il faut soutenir le 13 octobre à 13h devant la Cour d'appel de Versailles et le 15 février à Nanterre. La situation sanitaire au niveau des facs et des lycées reste cependant incertaine. La plupart des universités suppriment autour de 50 % des cours en présentiel en alternant une semaine sur deux de présence. Les clusters se multiplient, et à peine rouverts ce sont des dizaines de lycées qui ferment en raison de l'épidémie. Cela ne nous empêchera pas de faire entendre nos voix révolutionnaires.

Val Romero

## Roman graphique

### La trahison du réel, de Céline Wagner

La Boîte à Bulles, 130 pages, 22 euros.

Après une enfance détruite par une mère nazie, un viol et l'absence d'un père adoré, Unica Zürn fuit Berlin en abandonnant mari et enfants. Elle s'installe à Paris au début des années 1950 avec le grand artiste Hans Bellmer et côtoie les créateurs les plus talentueux de l'après-guerre, surtout les surréalistes (Ernst, Michaux, Breton). Unica peint, écrit mais vend peu de dessins, gère mal sa carrière, et enchaîne les crises délirantes dans lesquelles Hans revêt bien souvent le visage de ses tourments. Son œuvre composée d'anagrammes, de dessins, de toiles et d'écrits est le reflet de ses angoisses schizo-phréniques. Elle a influencé nombre d'artistes, surréalistes ou pas.

### Le destin tragique d'une artiste surdouée

Schizo-phrène, Unica Zürn se montre en proie à diverses lubies, entre autres le chiffre neuf, les anagrammes, une fête qui ne vient jamais et le poète Henri Michaux qu'elle transforme en « grand Hypnotiseur H.M. » dont chaque passant porte la trace au visage. Elle tente de superposer toutes les figures pour atteindre



la vérité. Après une crise au cours de laquelle elle met le feu à une chambre d'hôtel, elle est internée à l'hôpital psychiatrique Sainte-Anne. Ses amis la ramènent au réel en lui confiant un carnet vierge de Henri Michaux<sup>1</sup> qu'elle recouvre de dessins époustouflants. Hans Bellmer arrive à la faire sortir mais elle retournera à de multiples reprises en HP tandis que Hans, diminué physiquement, ne peut finalement empêcher le suicide d'Unica en 1970.

### Unica Zürn révélée sans pathos

En décrivant l'action à la troisième personne mais en tutoyant la protagoniste, la narratrice rend le récit plus fluide et permet de garder la bonne distance pour transcrire l'intensité et la complexité des émotions sans tomber dans un pathos qui affaiblirait la force de cette vie. La maladie est omniprésente, invalidante et Unica décroche souvent du réel en internalisant la violence de sa folie. Ce réel qui la rattrape pour mieux la trahir et qui lui fait infliger des souffrances incalculables à tous ceux qui l'aimaient et à son compagnon en premier lieu. Hans Bellmer aura tout fait pour préserver l'immense artiste qu'elle était, lui-même rongé par les persécutions nazies et l'internement qu'il a subi au camp des Milles en France pétainiste.

### Ni biographie ni hagiographie mais une œuvre d'art

« Dans le récit d'un tiers, la folie d'Unica Zürn ne sera jamais qu'une construction... En revanche les signes qu'elle perçoit, ses angoisses et ses délires en disent plus long que les livres d'histoire. »<sup>2</sup> Céline

Wagner ne tente pas vraiment d'écrire une biographie, pas plus qu'une hagiographie. À partir de quelques événements clés, elle reconstitue une vie créatrice marquée par la folie. Les chapitres sont séparés par des pages constituées de représentations, semblables à des estampes, qui anticipent les événements; des cases figurent l'esprit du graffiti, un mannequin démembré trouvé dans la forêt interpelle René Magritte, des dessins sont exécutés sur de vieux papiers (partitions ou extraits de manuels scolaires) à la manière de Pierre Alechinsky du groupe Cobra. Si on peut retrouver l'influence de Picasso dans le traitement de visages anguleux, on assiste surtout à l'explosion poétique du graphisme de l'auteur. Pour cette BD, Cécile Wagner a créé ses propres poèmes anagrammes et dessins automatiques pour faire l'expérience de la pensée d'Unica Zürn et s'immerger dans le récit. Un exercice difficile et périlleux où l'art et la folie se côtoient pour faire de cette BD une œuvre d'art où chaque case réalisée au pinceau est une toile à elle seule.

Sylvain Cachi

1 - Sainte-Anne refusera de rendre les dessins pour compléter une exposition de l'artiste. Ils sont néanmoins visibles au musée de l'hôpital.  
2 - Extrait de l'introduction de Cécile Wagner qui se situe à la fin de la BD avec la reproduction de quelques œuvres d'Unica Zürn.

## Cinéma

### Mano de Obra, de David Zonana

Film mexicain, 1h23 min, sorti le 19 août 2020.



Le film commence par la chute mortelle d'un ouvrier, employé avec d'autres à la construction d'une maison luxueuse. Il laisse un frère, Francisco, qui travaille aussi sur le chantier, et une compagne enceinte. Le patron refuse toute indemnité, avec le soutien de l'inspection du travail dont le rapport mensonger prétend que l'ouvrier était ivre. Quant au représentant syndical, il joue plutôt le rôle d'un contremaître. La première partie du film décrit ainsi sans concession la situation des ouvriers du bâtiment à Mexico: la dureté du travail, les moments de détente, la solidarité.

### Une première œuvre sombre

Face à la mauvaise foi patronale, Francisco entreprend de se venger. Il s'établit d'abord clandestinement dans la maison en mort brusquement, il décide de l'occuper (ce qui est possible selon la loi mexicaine si aucun héritier ne la réclame). Il invite ses anciens compagnons de chantier à le rejoindre et à vivre dans cet îlot autogestionnaire. Et puis, des conflits apparaissent tandis que germe le virus de la trahison. Francisco lui-même va changer à un moment et pour des raisons qui demeurent en partie dans l'ombre. Le film dégage une profonde amertume: si les patrons sont impitoyables, les ouvriers sont incapables de solidarité durable, ce qui handicape tout projet d'émancipation collective. David Zonana a réalisé avec talent et avec des comédiens non professionnels (à l'exception de celui qui joue le rôle de Francisco) une première œuvre sombre. Au-delà du pessimisme de l'auteur, le film incite à la réflexion sur les moyens de faire en sorte que ceux qui ne sont dans le capitalisme qu'une « main-d'œuvre » puissent se constituer en collectif capable de changer le monde.

Henri Wilno

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 - Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h - 20 h,

mardi au samedi : 12 h - 20 h

# Bélarus : une crise majeure aux dynamiques incertaines

La 6<sup>e</sup> réélection d'Alexandre Loukachenko le 9 août aura été précédée et suivie de mobilisations populaires nourries par des brutalités policières sur arrière-plan de fraudes et de remise en cause croissante d'anciennes protections sociales. Loin d'avoir été son pion, l'autocrate biélorusse demande aujourd'hui à Poutine son « aide »<sup>1</sup>.

La dislocation de l'URSS s'est décidée en territoire biélorusse le 8 décembre 1991 alors que la population avait voté massivement pour le maintien (et la réforme) de l'Union (le 17 mars). Mais la thérapie de choc « libérale » impulsée par Eltsine et initialement prônée aussi par le « Front populaire biélorusse » (BNF) pro-occidental, fut stoppée par l'éviction (pour corruption) du président en place et l'élection de Loukachenko à la présidence en 1994. Celui-ci choisit à la fois l'ancien nom du pays, et une orientation économique s'appuyant sur le maintien d'un fort secteur public... après avoir brisé les grèves. Ce tournant « a soumis les syndicats à une répression beaucoup plus systématique » que dans les pays infligeant « une plus forte décomposition sociale » par les privatisations<sup>2</sup> – autres moyens de briser toute remise en cause de l'ancien système bureaucratique par sa propre base sociale, les travailleurEs.

La répression s'accompagna d'une stabilisation du régime par des gains socio-économiques (favorisés par des tarifs préférentiels négociés avec la Russie fournissant gaz et électricité) : en 2018, le Bélarus était (selon l'ONU) classé 53<sup>e</sup> sur 189 pays selon l'indice de développement humain, et a un des plus faibles taux d'inégalités d'Europe. Son PIB par habitant a été multiplié par quatre depuis 1990 (20 000 dollars contre 9 000 en Ukraine). Si le traitement du Covid par la dérision a été cité comme facteur aggravant le discrédit de Loukachenko, il reste que le pays dispose de 40,7 médecins pour 10 000 habitantEs (contre 32 en Finlande).

## Des jeux d'équilibre au début de la fin

Mais ces gains sociaux se sont combinés dès 1995 à la suppression des prestations sociales avec l'obligation d'accepter les emplois proposés. Depuis 2004, l'individualisation des contrats d'embauche a remplacé les conventions collectives, et la pension ne prend en compte ni le temps de service militaire ni celui des congés maternité et des études. Depuis cinq ans (sous pression du FMI) s'applique un gel des salaires alors que bien des prix augmentent. La généralisation des CDD s'est imposée en 2017 accompagnant un projet de « taxe sur le chômage » écartée face aux protestations massives. Parallèlement, depuis la crise ukrainienne (2014) le régime joue le jeu international de la « neutralité » qui lui a valu en 2016 la levée des sanctions européennes<sup>3</sup>. Les projets (remontant à Eltsine) d'unification de la Russie et du Bélarus que Poutine voudrait concrétiser se sont en décembre 2019 heurtés aux résistances de Loukachenko<sup>4</sup> alors que les projets d'Union eurasiennne (se réclament du « modèle » de l'UE<sup>5</sup>) battent de l'aile. Les tensions avec le pouvoir russe sont récurrentes en dépit de proximités populaires et de dépendances durables – entre pressions poutiniennes par les tarifs et « infiltrations » dénoncées par Loukachenko, avant qu'il ne renvoie



DR

à Loukachenko, pro ou anti-Poutine, cachent leur programme de privatisations, et se divisent sur la stratégie à suivre.

Personne n'est pour l'instant en mesure de « représenter » et défendre les aspirations populaires qui ne se tournent ni vers la Russie ni vers l'UE.

**Catherine Samary**

- 1 – Lire notamment les articles du site À l'encontre.
- 2 – Voir David Mandel, *Workers after communism (Auto Workers and Their Unions in Russia, Ukraine, and Belarus)*, 2004 (ma traduction, CS), PDF p. 227.
- 3 – Cf. B. Vitkine, *le Monde*, 15 février 2016.
- 4 – Cf. B. Vitkine, *le Monde*, 2 janvier 2020.
- 5 – Cf. Anne de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie, l'année politique 2019*, Sciences Po.
- 6 – Cf. blog de Vincent Présumey sur Mediapart.

## Extrait de l'appel unitaire « Solidarité avec le mouvement populaire démocratique et les grèves au Bélarus », dont le NPA est signataire.

Les revendications démocratiques ont pour contenu social l'exercice du pouvoir par la majorité, et donc, par exemple, la fin des contrats à durée déterminée obligatoires et des contrats de travail individuels de ce paradigme capitaliste qu'est le Bélarus.

Les femmes, depuis le début, occupent une place particulière, affirmée et puissante, dans ce mouvement sous toutes ses formes.

La répression a causé officiellement 3 morts, et environ 80 « disparus ». 10 000 personnes ont été kidnappées par les Omon et condamnées à des peines, le plus souvent de quelques jours de prison durant lesquels se produisent coups, tortures, viols...

Les dirigeants politiques européens n'ont pris de position pour appeler à la « fin des violences » que fort tardivement au vu d'une situation qui les inquiète, car le peuple veut chasser un président!

La sympathie des peuples voisins est très puissante, particulièrement celle du peuple russe. Poutine soutient Loukachenko depuis que celui-ci l'a appelé à l'aide et s'est engagé à se plier à ses conditions. L'intervention de l'État, de l'armée et des « organes » russes ne fait aucun doute. Mais elle est impopulaire en Russie, où même les syndicats officiels doivent se prononcer contre l'envoi de troupes comme briseurs de grève.

La révolution ouverte en Bélarus vise à la démocratie réelle; la classe ouvrière, les femmes et la jeunesse en sont le fer de lance; elle s'inscrit à la fois dans une histoire longue renvoyant aux luttes des peuples d'Europe centrale et orientale au temps de l'URSS, et dans la vague actuelle de crises politiques et d'insurrections dans le monde entier. On ne saurait parler de solidarité, d'Europe et d'internationalisme sans se prononcer en faveur de la défense, de la protection, du soutien actif au peuple biélorusse et à la grève générale biélorusse. C'est pourquoi, et notamment dans la suite des prises de position de plusieurs organisations syndicales françaises, nos organisations appellent :

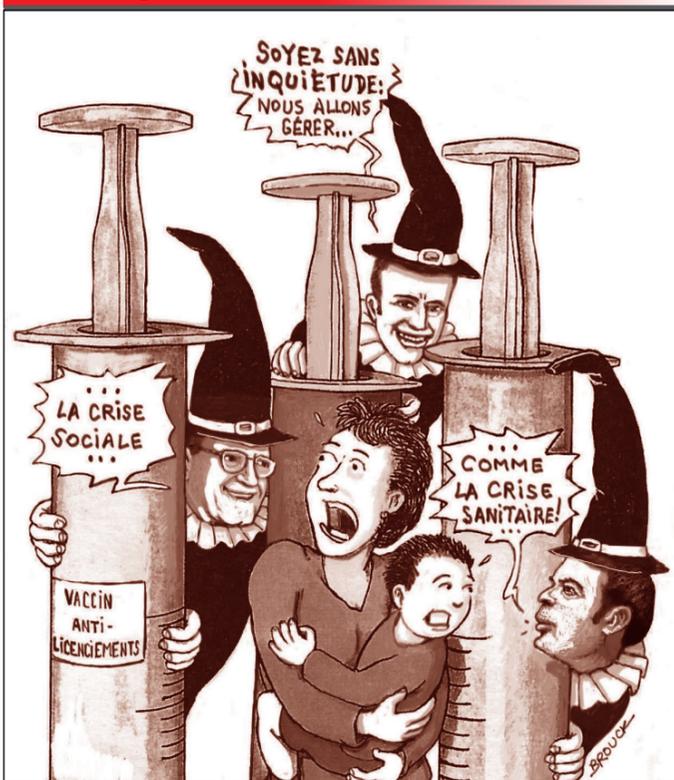
- À soutenir la lutte du peuple de Bélarus pour les libertés démocratiques, et les grèves des travailleurs et travailleuses de ce pays.
- À relayer les informations transmises par les organisations, collectifs, militants et militantes progressistes du Bélarus, afin de faire connaître la situation sur place et de combattre la répression de l'État biélorusse.

à la Russie ses « mercenaires » et qu'il aille rencontrer Poutine (le 14 septembre) en espérant son « aide ».

## Les femmes, les jeunes, les travailleurEs...

Car le cours des choses n'est plus maîtrisé : après avoir invalidé la candidature de trois de ses opposants, Loukachenko ne s'est pas méfié de « l'incompétence » de leurs femmes, prenant le relais. Leur alliance derrière Svetlana Tsikhanovskaïa (actuellement réfugiée en Lituanie), leur force comme leur fragilité ont « parlé » aux populations. La violence de la répression n'a fait qu'accroître les protestations, bien au-delà de Minsk. La jeunesse s'est massivement impliquée, avec un « moment » charnière lors d'un concert de rock où fut entonné le morceau culte du groupe soviétique Kino (*Peremen* – changements), alors que les protestations commençaient à s'ancre dans les entreprises<sup>6</sup>. Ce possible « début de la fin » est soutenu par des courants syndicaux et d'une gauche politique, faibles dans un tel régime. Ils s'efforcent d'orienter les protestations vers des revendications sociales et l'auto-organisation populaire – alors que les opposantEs

## L'image de la semaine



## Vu ailleurs

### SOUTIEN FINANCIER AUX VICTIMES DE VIOLENCES POLICIÈRES.

Nous avons investi l'espace public de la question des violences d'État, contribué à visibiliser les victimes et envoyé un certain nombre de policiers violents au tribunal, dont plusieurs ont été (légèrement) condamnés. Nous réfléchissons désormais à de nouveaux moyens d'action. Doucement, mais sûrement, nous allons déplacer notre champ d'intervention et développer des moyens de s'affranchir de la police. Ce combat, nous ne le mènerons pas seulEs!

Pour l'heure, et cela comme préalable à toute nouvelle révolte, nous devons réparer nos blessésEs, touTEs nos blessésEs! Et quand nous parlons des blessésEs, il n'est pas question pour nous de différencier celles et ceux qui sont mutilés en manifestation des autres. Pour nous le peuple est un corps indivisible frappé par la violence arbitraire du Pouvoir, et non un agglomérat d'innocentEs et de coupables qu'il s'agit de trier pour déterminer s'ils ont mérité ou non de voir leurs vies détruites par une « violence légitime ».

Une dent, c'est 2 000 euros. Certains blessés ont jusqu'à 15 000 euros de frais dentaires à payer de leur poche. Une séance de psy, c'est entre 60 et 100 euros. Les traumatismes à vie n'ont pas de prix.

Une procédure judiciaire pour espérer obtenir un procès, c'est entre 2 000 et 8 000 euros de frais d'avocatEs, à condition de recourir à un avocat décent, qui ne fait pas son beurre sur la souffrance de ses clientEs. Et les assurances, complices de la violence d'État, excluent les blessés par la police de toute indemnisation (clause relative aux grèves, émeutes et mouvements populaires).

Un mouvement social ou une révolte qui ne prend pas le temps de guérir ses blessés ne mérite pas qu'on s'en souvienne. Une communauté humaine ou une société qui laisse sur le carreau ses adolescentEs éborgnés par des armes de guerre ne mérite pas qu'on se soucie de son devenir.

Nous saluons les créations passées et à venir d'autres collectifs de blessésEs, qui contribuent eux aussi à soutenir des personnes mutilésEs. C'est pourquoi notre collecte n'est pas en concurrence avec les autres, mais intervient en complément de celles-ci, sur des bases philosophiques et politiques qui sont les nôtres.

Nous appelons à une souscription massive en faveur des blessésEs, de touTEs les blessésEs, afin que nous puissions touTEs à nouveau nous regarder dans la glace!

Lien : <https://www.helloasso.com/associations/on-n-a-qu-un-visage/collectes/soutien-aux-personnes-blessees-par-des-armes-de-police>

Désarmons-les! et l'Assemblée des BlessésEs – Île-de-France, Bastamag, 14 septembre 2020.

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

**FRANCE ET DOM-TOM**

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 35 € <input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 20 € <input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 40 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 12,5 € <input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 25 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 10 € <input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 20 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 60 € <input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 45 € <input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 90 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 30 € <input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 60 €
Promotion d'essai		Hebdo + 1 Mensuel offert	
		<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 12 €	

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire : .....

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)